



REPUBLIQUE DU NIGER
Fraternité - Travail - Progrès.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

AGENCE NATIONALE POUR LA SOCIETE DE L'INFORMATION



Projet Villages intelligents pour la croissance des zones rurales et l'inclusion numérique.



(PVI P167543)

**STRATEGIE DE PASSATION DES
MARCHES DU PROJET POUR
PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT**

Version Finale

Février 2022

Tables des matières

PREAMBULE	4
I. PRESENTATION DU PROJET :	5
1.1. Fiche synthétique	5
1.2. Objectif de développement du projet	6
1.3. Composantes du Projet	6
1.4. Liste des activités du Projet	7
II. CADRE GENERAL DE LA PASSATION DES MARCHES AU NIGER 12	
2.1. Présentation sommaire de la gouvernance au Niger ...	12
2.1.1. Aspects sur la gouvernance	12
2.1.2. Aspects économiques	13
2.1.3. Aspects de durabilité	14
2.1.4. Aspects technologiques	15
2.1.5. Aspects sécuritaire et pandémie COVID-19	16
2.2. Cadre légal et réglementaire de la passation des marchés au Niger.....	17
2.2.1. Le cadre légal	17
2.2.2. Acceptabilité des Dossiers Standards Nationaux de passation des marchés.....	18
2.2.3. Systèmes de gestion des Plaintes.	19
2.3. Evaluation de la capacité du client et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)	20
2.3.1. Organisation institutionnelle de la mise en œuvre du Projet 20	
2.3.2. Capacité et expérience en passation des marchés de l'UGP 21	
III. ANALYSE DU MARCHE	23
3.1. Activités du Projet faisant objet de marchés	23
3.2. Offre de services disponible	23

3.3. Etude du marché et méthodes de sélection	24
IV. ANALYSE DES RISQUES DU PROJET LIES A LA PASSATION DE MARCHES	25
4.1. Risques liés au cadre institutionnel	25
4.2. Risques liés à la procédure	26
4.3. Risques liés aux procédures de paiement.....	27
4.4. Risques liés à l'insécurité et à la pandémie COVID	27
V. POSITIONNEMENT STRATEGIQUE ACHATS	28
VI. RESUME DE LA STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES DU PROJET (PPSD).....	37
ANNEXES	47

PREAMBULE

Le nouveau règlement de passation de marchés de la Banque mondiale en œuvre depuis juillet 2016 et qui a été révisé en Novembre 2017 et Août 2018, impose la rédaction d'une stratégie de Passation des marchés (PPSD) pour tout nouveau projet et ce avant les négociations. Chaque projet étant unique dans ses objectifs, activités et environnement, la PPSD vise à mettre en place une stratégie de choix des méthodes et approches de passation de marchés pour atteindre les objectifs de développement du projet et à optimiser l'utilisation des ressources en appliquant une approche basée sur les risques. Elle fournit les éléments nécessaires pour justifier les méthodes de sélection retenues dans le Plan de Passation des Marchés.

Le niveau de détail et d'analyse de la PPSD sera proportionnel aux risques, aux montants et à la complexité des marchés à passer dans le cadre du projet.

L'élaboration de la PPSD du Projet Villages Intelligents pour la croissance des zones rurales et l'inclusion numérique (PVI - P167543) a été effectuée par un Consultant à distance. Son analyse est basée sur les informations fournies par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à sa demande. Si les données changent ou si des modifications majeures sont apportées au montage ou au contenu du projet, la stratégie se devra d'être actualisée en conséquence.

Elle a débouché sur une proposition de Plan de Passation de Marchés (PPM) du Projet pour toutes les activités identifiées à ce stade de la vie du Projet.

I. PRESENTATION DU PROJET :

1.1. Fiche synthétique

Pays	République du Niger.
Nom complet du projet	Villages intelligents pour la croissance des zones rurales et l'inclusion numérique (PVI-P167543).
Montant total du financement (Dollars US)	100 Millions
Objectif de développement du Projet	Améliorer l'accès aux réseaux de téléphonie mobile et à l'internet haut débit dans les zones rurales et fournir des services financiers numériques dans les zones cibles du projet .
Composantes proposées	- <u>Composante 1</u> : Environnement favorable (4 MUSD).
	- <u>Composante 2</u> : Connectivité rurale (63 MUSD).
	- <u>Composante 3</u> : Inclusion financière et numérique (28 MUSD)
	- <u>Composante 4</u> : Gestion du Projet et renforcement des capacités des parties prenantes (5 MUSD).
	- <u>Composante 5</u> : Composante d'intervention d'urgence contingente.
Délai de mise en œuvre proposé	6 ans

1.2. Objectif de développement du projet

L'**objectif de développement du Projet** est d'accélérer l'accès aux réseaux de téléphonie mobile et à l'internet haut débit dans les zones rurales et fournir des services financiers numériques dans les zones cibles du Projet.

1.3. Composantes du Projet

Le Projet est articulé autour de cinq composantes :

Composante 1 : Environnement favorable (~4 MUSD) - Cette composante soutiendra la préparation d'études et de réformes en deux groupes, à savoir : l'infrastructure numérique et l'inclusion financière numérique. L'objectif de ces études serait d'évaluer les goulots d'étranglement sectoriels qui pourraient entraver la réalisation du service universel et contribuer aux prix de détail relativement élevés et à la piètre qualité des services numériques. Cette composante permettra en outre de s'attaquer à certaines contraintes réglementaires et juridiques qui entravent le développement des services financiers numériques. Étant donné que les questions juridiques et politiques liées aux services financiers au Niger doivent accorder une attention particulière aux règles établies par la communauté régionale d'Afrique de l'Ouest dont le Niger est membre, le Projet travaillera également en collaboration avec la Banque centrale régionale (BCEAO), le ministère des Finances (MdF) et l'ANSI: Au total six (6) principales activités sont prévues pour un coût global de quatre (4) millions dollars USD.

Composante 2 : Connectivité rurale (~63 MUSD) - Cette composante implique l'utilisation de fonds du Projet pour soutenir l'extension de l'infrastructure numérique à travers l'attribution de subventions de capital « à moindre coût » à travers un processus d'appel d'offres ouvert à la concurrence par une mise aux « enchères inversées » au profit des opérateurs privés, afin d'étendre la connectivité numérique dans des zones ciblées qui ne sont pas viables sur le plan commercial. Étant donné que cette composante repose sur l'utilisation de fonds de projet pour stimuler l'investissement du secteur privé, sa conception a été guidée par quatre principes clés - conformes aux meilleures pratiques internationales et à l'approche en cascade - qui ont été traduits en des activités proposées. Au total cinq (5) principales activités sont prévues pour un montant total de soixante-trois (63) millions dollars USD

Composante 3 : Inclusion financière et numérique (~28 MUSD) - L'objectif de cette composante est de stimuler l'utilisation des services financiers numériques dans les zones rurales, principalement grâce aux services de transfert de fonds par téléphone mobile, afin de promouvoir l'inclusion financière en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes, et de contribuer ainsi à améliorer le bien-être de la population rurale et le développement économique. Le Projet mettra l'accent sur des initiatives sélectionnées jugées hautement prioritaires, à fort impact et durables qui : a) favoriseront le développement et l'adoption de services financiers numériques ; b) viendront en complément aux activités en cours visant à soutenir l'inclusion financière visant à accroître l'accès aux services financiers, tels que le crédit, l'assurance et l'épargne ; c) permettront l'inclusion des populations vulnérables

et des réfugiés bénéficiant de filets de sécurité dans le cadre des programmes existants de la Banque mondiale et qui sont réalisables en respectant les délais et le budget ; et d) aideront à mobiliser l'écosystème numérique du Niger et chercheront à développer l'inclusion financière ainsi que les services clés dans des secteurs importants pour les zones rurales, en particulier l'agriculture . Une attention particulière sera accordée au développement de synergies avec les projets de la Banque au Niger, qui bénéficieront à la fois à la Composante 3 et aux projets. Au total trois (3) principales activités sont prévues pour un montant total de vingt-huit (28) millions dollars USD

Composante 4 : Gestion du projet et renforcement des capacités des parties prenantes (~5MUSD) – Cette composante soutiendra les fonctions essentielles de gestion du Projet. Il s'agira notamment de soutenir une Unité d'exécution du Projet (UEP) globale comprenant : a) tous les aspects de la préparation, de la gestion et de l'audit du Projet, y compris la gestion fiduciaire et les achats, la logistique et les frais généraux opérationnels ; b) la communication, la production, la gestion des connaissances et la coordination entre les partenaires du Projet ; et c) le suivi et évaluation (S&E), y compris la géolocalisation des sites d'intervention du Projet et les systèmes de « suivi interactif des bénéficiaires » (SIB). Le projet s'appuiera également sur la Méthode de géo-activation pour le suivi et la supervision (GEMS) de la Banque mondiale en recrutant un spécialiste en matière de GEMS. La GEMS utilise des outils à source ouverte pour la collecte sur le terrain de données numériques structurées qui alimentent automatiquement un système centralisé de suivi et évaluation. L'utilisation systématique de la GEMS permet aux opérations d'améliorer la transparence et la précision du suivi et évaluation, ainsi que la responsabilité de la surveillance par des tiers. Le coût global de la composante est de cinq (5) millions dollars USD.

Composante 5 : Contingence d'intervention en cas d'urgence (CERC) – Cette cinquième composante est ajoutée à la structure du Projet. Elle aura une valeur initiale nulle, mais pourra être financée en cours de projet pour permettre une réponse agile aux événements émergents. L'ajout de cette composante dès le début, bien que son financement soit nul, permet une certaine souplesse pour faire face aux crises, à mesure qu'elles surviennent. Il peut s'agir, par exemple, de crises humanitaires qui nécessitent la mise en place de services de communication d'urgence pour remplacer des installations endommagées ou pour faciliter les paiements humanitaires d'urgence à l'aide de services de transfert de fonds par téléphone mobile.

1.4. Liste des activités du Projet

Le tableau suivant présente les activités envisagées dans le cadre du Projet.

Tab. 1 - Liste des marchés à passer dans le cadre du Projet

N°		Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
1	Composante 1	Amélioration du cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur des communications électroniques au Niger	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey 2022
2		Assistance technique pour accroître la capacité du régulateur (ARCEP) à définir, contrôler et faire respecter les obligations de couverture des opérateurs mobiles	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey
3		Appui à la mise en œuvre d'exemptions et/ou de mécanismes de simplification en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	Services de Consultants (Firme)	150 000	Niamey
4		Étude visant à évaluer la possibilité d'utiliser les adresses de code Google Plus ou autre solution	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey
5		Recrutement d'un consultant (firme) en charge de l'identification et de l'élaboration des textes juridiques et réglementaires favorables à la finance et à l'innovation numérique au Niger	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey & Intérieur
6		Recrutement d'un cabinet pour la préparation et l'implémentation d'un programme d'éducation financière et de réformes	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey & Intérieur
7		Recrutement d'un cabinet pour la mise en œuvre d'un programme de protection de consommateurs et de réformes	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey & Intérieur
8		Support à la CENTIF pour la préparation de textes de lois et réformes pour les mesures KYC basées sur les risques	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey & Intérieur
9		Recrutement d'un consultant individuel pour la mise en œuvre d'une solution permettant d'utiliser des adresses de code Google Plus ou autre solution pour la localisation et le suivi des bénéficiaires	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	50 000	Intérieur
10	Composante 2	Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer une étude environnementale et sociale dans certains sites à connecter	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	17 241	Intérieur 2022
11		Recrutement d'un consultant (firme) pour l'évaluation de 200 sites de la phase 1	Services de Consultants (Firme)	100 000	Intérieur 2022
12		Recrutement du Cabinet (firme) chargé de la Gestion des subventions de la Composante 2	Services de Consultants (Firme)	50 000	Intérieur 2022
13		Recrutement du Consultant (firme) chargé du suivi et du contrôle des installations des sites - 1 an	Services de Consultants (Firme)	50 000	Intérieur 2022

N°		Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
14		Sélection d'opérateurs pour la fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales (5 lots)	Services autres que les services de consultants	60 000 000	Intérieur 2022
15		Financer les solutions énergétiques solaires pour une électrification rudimentaire "de base" pour les villages ciblés par le projet (Multiples opérations)	Fournitures	1 000 000	Intérieur 2023
16		Sélection d'un cabinet de consultant pour l'élaboration d'un manuel d'exécution des activités relatives à l'inclusion financière numérique (PPA). (Cond de démarrage de la Composante 3)	Services de Consultants (Firme)	200 000	Intérieur 2022
17		Etude sur l'utilisation du Mobile money dans les zones rurales	Services de Consultants (Firme)	200 000	Intérieur 2022
19	Composante 3	Phase Pilote (2021) - 10 Centres (Subvention pour l'aménagement, l'équipement et le fonctionnement)	Subvention	600 000	Balleyara Torodi Boureimi Badaguichiri Arlit Tchirozerine Tchadoua Soubdou Klakam Chetimari
20		Phase 2 (2022) - 60 Centres (Subvention pour l'aménagement, l'équipement et le fonctionnement de 60 nouveaux centres numériques et le fonctionnement année 2 des 10 premiers)	Subvention	3 600 000	Intérieur 2022
21		Phase 3 (2023) - 80 Centres (Subvention pour l'aménagement, l'équipement et le fonctionnement 80 nouveaux centres numériques et le fonctionnement 70 précédents)	Subvention	4 800 000	Intérieur 2023
22		Recrutement d'un cabinet/firme pour une étude sur les paiements marchands dans les zones rurales	Services de Consultants (Firme)	150 000	Intérieur
23		Recrutement d'une firme pour élaborer et mener des programmes de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention	Services de Consultants (Firme)	100 000	Balleyara Torodi Boureimi Badaguichiri Arlit Tchirozerine Tchadoua Soubdou Klakam Chetimari 2022

N°	Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
24	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 2e année	Services de Consultants (Firme)	100 000	Intérieur 2023
25	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 3e année	Services de Consultants (Firme)	100 000	Intérieur 2024
26	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 4e année	Services de Consultants (Firme)	100 000	Intérieur 2025
27	Sélection d'un consultant chargé d'identifier les localités d'implantation des centres numériques	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	50 000	Intérieur 2022
28	Recrutement d'un architecte chargé de concevoir l'architecture technique des centres numériques en zones rurales	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	50 000	Intérieur 2022
29	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la première année	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey & Intérieur 2022
30	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la deuxième année	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey & Intérieur 2022
31	Gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la troisième année	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey & Intérieur 2023
32	Recrutement d'une firme en charge de la sensibilisation et de la communication sur l'inclusion financière numérique	Services de Consultants (Firme)	100 000	Intérieur 2022
33	Première phase - Subvention Fintechs pour le développement de nouveaux produits financiers numériques pour les exploitants agricoles et les femmes	Subvention	1 550 000	Niamey & Intérieur 2022
34	Deuxième phase - Subvention Fintechs pour le développement de nouveaux produits financiers numériques pour les exploitants agricoles et les femmes	Subvention	1 500 000	Niamey & Intérieur 2023
35	Création d'une plateforme pour la numérisation de la chaîne de valeur agricole	Services de Consultants (Firme)	500 000	Niamey & Intérieur 2022
36	Recrutement d'une firme pour l'élaboration d'une feuille de route pour l'enrôlement des coopératives dans le cadre de la numérisation des paiements versés aux coopératives agricoles	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey & Intérieur 2022
37	Déploiement progressif de la solution dans les fédérations et coop.	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	50 000	Intérieur 2023
38	Première phase - Subventions TPEs (Terminaux de Paiement Electronique)	Subvention	2 500 000	Intérieur 2022
39	Deuxième phase - Subventions TPEs (Terminaux de Paiement Electronique)	Subvention	2 500 000	Intérieur 2023

N°		Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
40		Mise en place d'un Progiciel de Gestion Intégré (ERP) Chez l'Instance de commercialisation des engrais.	Fournitures	500 000	Niamey & Intérieur 2023
41		Déploiement progressif de la solution chez les grossistes et détaillants	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	50 000	Intérieur 2023
42		Etude sur l'évaluation des infrastructures digitales de paiement et de traitement des données	Services de Consultants (Firme)	200 000	Intérieur 2022
43		Recrutement d'une firme sur l'identification des données à collecter dans le cadre de la création de la plateforme de données numériques pour permettre aux populations rurales d'accéder à des comptes formels et à des services financiers mieux adaptés	Services de Consultants (Firme)	200 000	Intérieur 2022
44		Recrutement d'une firme pour la création d'une plate-forme de données numériques qui comprendra un système d'évaluation du crédit et un registre e-KYC	Fournitures	3 200 000	Niamey 2022
45		Elaboration d'applications simples pour la mise à jour des données des utilisateurs	Services de Consultants (Firme)	100 000	Niamey 2023
46		Interface de la plate-forme de données avec les institutions financières participantes et les plates-formes existantes et à créer	Services de Consultants (Firme)	200 000	Niamey 2023
47		Assistance technique pour l'opérationnalisation de la plateforme de données numériques	Services de Consultants (Firme)	1 000 000	Niamey 2023
48	Composante 4	Sélection d'un Consultant pour l'élaboration d'un manuel de Suivi Evaluation	Services de Consultants (Cons. Indiv.)	17 241	Niamey 2022
49		Sélection d'un Consultant pour faire l'enquête et sondage des indicateurs du Projet	Services de Consultants (Firme)	60 345	Niamey et Intérieur 2022
50		Acquisition véhicule 4*4 Double Cabine Diesel	Fournitures	31 897	Niamey 2022
51		Equipements (200 tablettes/smartphones/laptop) pour des populations cibles - phase pilotes / ANSI)	Fournitures	34 483	Intérieur 2022
52		Amélioration du Cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur des communications électroniques	Services de consultants	130 000	UGP

N°	Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
53	Assistance technique pour réaliser un diagnostic des goulots d'étranglement juridiques et mettre en place une stratégie visant à accroître les investissements privés dans les télécommunications/TIC, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes clés	Services de consultants	195 000	UGP
54	Recrutement d'un Cabinet en charge de la mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation numérique pour la Préparation et implémentation d'un programme d'éducation financière	Services de consultants	100 000	UGP
55	Recrutement d'un cabinet en charge d'une campagne de vulgarisation des lois relatives à la finance numérique	Services de consultants	100 000	UGP
56	Recrutement d'un Consultant individuel pour la mise en œuvre d'une solution permettant d'utiliser les adresses de code Google Plus ou autre solution pour la localisation et le suivi des bénéficiaires	Services de consultants	35 000	UGP
57	Recrutement d'un consultant (firme) pour l'Evaluation des sites de la phase 1	Services de consultants	100 000	UGP
58	Recrutement du Consultant /Cabinet (Ingénieur conseil) chargé du contrôle et de recette des installations des sites - 1 an	Services de consultants	100 000	UGP
59	Recrutement d'1 Consultant junior : Ingénieur - Spécialité Telecom-Informatique (Support SFN, STN ; SEV pour la partie Statistiques)	Services de consultants	12 000	UGP
60	Recrutement d'une firme ou ONG pour élaborer et mener des programmes de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention	Services de consultants	375 000	UGP
61	Recrutement d'une firme en charge de la sensibilisation et de la communication sur l'inclusion financière numérique	Services de consultants	100 000	UGP
62	Recrutement d'une firme pour la numérisation des paiements des chaînes agricoles	Services de consultants	250 000	UGP

N°	Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Remarques
63	Recrutement d'un Consultants Telecom pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	UGP
64	Recrutement d'un Consultants Telecom pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	UGP
65	Recrutement d'un consultant en Finance pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	UGP
66	Recrutement d'un consultant individuel pour le coaching dans l'analyse et l'évaluation des dossiers de 2100 sites	Services de consultants	10 000	UGP
67	Acquisition véhicule 4*4 Double Cabine Diesel	Fournitures	35 000	UGP
68	Ameublement (partiel) salle de réunion et bureau cité innovation / ANSI	Fournitures	70 000	UGP

II. CADRE GENERAL DE LA PASSATION DES MARCHES AU NIGER

2.1. Présentation sommaire de la gouvernance au Niger

2.1.1. *Aspects sur la gouvernance*

La bonne gouvernance est définie comme étant « l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux, englobant les mécanismes, les processus et les institutions par le biais desquels les citoyens expriment leurs intérêts, exercent leurs droits juridiques, assument leurs obligations et auxquels ils s'adressent en vue de régler leurs différends ». Elle englobe donc la gouvernance politique, la gouvernance locale et administrative, et la gouvernance économique et sociale

Le pays a réussi à rester stable dans un environnement régional difficile même s'il répond malheureusement à la définition d'un pays menacé de fragilité, de conflits et de violences.

Cela est dû à une cohésion sociale forte et des instruments de dialogue politique efficace dans lequel les élites politiques parviennent à régler leurs différends de manière assez souvent consensuelle, dont notamment le Conseil National de Dialogue Politique (CNDP) mis en place par décret n°2004-030/PRN/PM du 30 janvier 2004. Cette instance est un cadre pour prévenir et/ou désamorcer les crises politiques en favorisant le dialogue entre partis politiques.

Cependant, certains indicateurs ne sont pas de nature à endiguer les risques de fragilité. Parmi ces indicateurs, la croissance démographique des plus fortes au monde nettement en inadéquation avec la croissance économique, les déficits institutionnels importants affaiblissant l'Etat et augmentant la corruption ; (117^{ème} sur 179 pays) selon l'Indice de perception de la corruption 2020 (rapport Transparency international, 2020) et les défis sécuritaires avec la crise malienne au nord-ouest et celle due au Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

A la recherche d'une sortie de cette situation critique, le Gouvernement a déployé des efforts en vue de doter le pays d'un second plan de développement économiques et social (PDES, 2017-2021) dont la table ronde tenue à Paris en décembre 2017 a permis d'obtenir l'adhésion des partenaires en vue d'une mobilisation conséquente de son financement.

Depuis quelques années, le gouvernement a démontré son engagement à lutter contre la pauvreté à travers la mise en œuvre de l'ambitieux Plan de Développement Économique et Social (PDES). Selon l'Institut national de la Statistique, le taux de pauvreté reste relativement élevé, il se situait en 2017 à 42,2 %. Ce plan vise une croissance cumulative du revenu par habitant à même de réduire la pauvreté, de renforcer les capacités humaines et de satisfaire les besoins fondamentaux, dans un cadre social équitable et durable.

Les principales potentialités sont l'existence des différents instruments internationaux et régionaux découlant des accords avec des organisations internationales (UEMOA, CEDEAO, GIABA, FMI et Banque mondiale), le Programme de Gestion des Réformes des Finances Publiques et le nouvel accord avec le FMI qui permet à la République du Niger d'engager de nouveaux prêts.

En matière de gouvernance économique, on note également la validation de la charte nationale sur la bonne gouvernance sur la gestion des ressources minières, l'adhésion du Niger à l'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE). Ces instruments sont de nature à permettre une meilleure gestion des ressources minières et pétrolières attendues par le pays. De plus, le respect des directives sous régionales, notamment pour le développement de l'approche programme dans les secteurs et le passage de budgets de moyens à des budgets programmes permettra d'articuler la programmation des crédits et les priorités stratégiques de développement exprimées dans le plan national et les politiques sectorielles.

Le principal défi est d'améliorer de façon significative l'efficacité des instruments de gestion du développement (instrument de gestion et de transparence des ressources minérales, CDMT, PDES, SDDCI, programme de réforme des finances publiques, stratégie budgétaire, lois de finances, etc.), s'appuyant sur une vision prospective. La question de la forte informatisation de l'économie nationale reste également un défi important à relever pour l'amélioration de la croissance et de la mobilisation des ressources internes.

2.1.2. Aspects économiques

La croissance du PIB réel était estimée à 5,2 % en 2018, en hausse par rapport à 4,9 % en 2017, indiquant la performance accrue du secteur agricole. Concernant la demande, la consommation finale a augmenté de 4,5 % en 2018 et les investissements de 11,7 % (contre 2,4 % en 2017)¹. La structure du PIB reste relativement stable, avec une prédominance du secteur agricole (43,4 % du PIB en 2018), suivie des services (35 %) et du secteur industriel (14,9 %). Malgré l'assainissement des finances publiques, le déficit budgétaire s'est maintenu à 5,9 % du PIB en 2018. L'inflation de l'indice des prix à la consommation était estimée à 4,2 % en 2018, reflétant ainsi une expansion du crédit et de la masse monétaire dans le contexte d'une contraction des actifs extérieurs nets.

¹ Perspectives économiques en Afrique 2019. Banque Africaine de Développement (page 213).

Le Niger est un pays qui vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. La caractéristique principale de l'économie nigérienne est sa forte dépendance de l'agriculture et donc des aléas climatiques. En effet, la pluviométrie et le prix des intrants (semences et engrais) déterminent l'état de santé de l'économie nigérienne. En ce qui concerne les autres secteurs d'activité, et plus particulièrement le secteur de l'industrie, il est à noter que l'industrie nigérienne est très peu développée et est essentiellement agro-alimentaire (transformation de produits locaux (oléagineux, savon, boissons, fruits, légumes). Aussi, le secteur du bâtiment et des travaux publics connaît depuis ces dernières années un essor appréciable.

La situation macroéconomique se caractérise par un PIB réel en croissance de 6% en moyenne sur la période 2016 - 2019. Cette dynamique s'explique par les investissements dans les infrastructures, les industries extractives et les services, ainsi que par les réformes structurelles (en faveur du développement du secteur privé notamment), et les efforts de renforcement de la résilience de l'agriculture.

Les perspectives économiques sont favorables, avec une croissance du PIB réel prévue à 5,3 % en 2019 et à 5,7 % en 2020. L'activité économique devrait continuer de bénéficier des bonnes performances du secteur agricole grâce à l'expansion des terres irriguées et au développement de mini-barrages. Le Plan de développement économique et social 2017-2020 prévoit de nombreux projets d'infrastructure, notamment la boucle ferroviaire Cotonou - Niamey - Ouagadougou - Abidjan, un pipeline pour l'exportation de pétrole brut, le projet énergétique de Salkadamna et le barrage mixte hydroélectrique de Kandadji.

La reprise au Nigéria devrait également être rentable pour le Niger. L'efficacité de ces perspectives est également sujette aux risques liés aux chocs climatiques, à la baisse du prix à l'exportation du pétrole brut, aux retards possibles dans le projet de construction du pipeline et à la menace terroriste au Sahel.

L'agriculture reste une priorité dans la stratégie du pays et vise à renforcer et à accélérer la croissance économique. La mise en œuvre du plan d'action quinquennal dans le cadre de l'initiative 3N « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » est en cours et donne des résultats encourageants en termes d'amélioration de la gestion des ressources en eau, de productivité accrue et de valeur ajoutée pour la production agro-sylvo-pastorale et halieutique.

Le pays a également entrepris de nombreuses réformes visant à améliorer l'environnement des entreprises et a gagné 26 places en quatre ans au classement Doing Business de la Banque mondiale. Malgré des performances économiques encourageantes, la pauvreté reste élevée (42,2 % de la population en 2017) et l'accès aux services de base (santé et éducation) constitue un défi majeur.

L'économie nigérienne regorge d'énormes potentialités et de réelles opportunités, notamment en matière de productions agro-sylvo-pastorales, fauniques et halieutiques non encore exploitées, de développement de l'agro-industrie, des industries de services et de l'énergie solaire, de main-d'œuvre de la jeunesse, du grand marché alimentaire ouest-africain de plus en plus dynamique, de la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace communautaire ouest-africain, de l'accroissement de la demande mondiale de produits agricoles, notamment en Europe de l'Est, en Inde et en Chine, et de développement et la baisse des coûts d'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

En tant que grand pays sans littoral, le Niger est attaché à l'intégration régionale, en particulier dans le contexte de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'entrée dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Jusqu'au début de 2011, le Niger exportait exclusivement des produits agricoles et de l'élevage vers ces deux zones économiques. Avec les exportations de pétrole depuis 2012, le pays a diversifié ses exportations et amélioré sa balance commerciale.

Le Niger a mis en œuvre la plupart des réglementations régionales liées au commerce, y compris le tarif extérieur commun et ses mesures d'accompagnement, et a progressé dans la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce. Il a également signé l'accord établissant la zone de libre-échange continentale et est membre de l'organisation sous-régionale du G5 Sahel créée en 2014. En outre, le Niger dirige le groupe sur les changements climatiques et préside la Commission Climat pour la région du Sahel.

2.1.3. Aspects de durabilité

La vision du Niger à l'horizon 2035 exprimée par la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SCDDI) est celle « d'un pays uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré, dans une Afrique unie et solidaire ».

Pour sa réalisation, les orientations de la SDDCI s'articulent autour des principaux objectifs stratégiques suivants : (i) assurer la sécurité du territoire ; (ii) disposer d'une administration publique performante, capable de conduire les réformes qui s'imposent ; (iii) conduire une réforme vigoureuse du système éducatif et de santé pour permettre au pays de disposer du capital humain indispensable pour assurer son décollage économique ; (iv) maîtriser la croissance démographique pour la ramener à un taux compatible à celui de la croissance économique ; (v) moderniser et dynamiser les systèmes agro pastoraux et l'économie rurale pour créer massivement des emplois décents et réduire la pauvreté ; (vi) faciliter le développement d'un secteur privé dynamique capable de créer massivement des emplois décents.

Ces objectifs stratégiques sont en cohérence avec les engagements internationaux pris par le Niger dans le cadre du Développement Durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, contenant les Objectifs de Développement Durable (ODD), de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et du Cadre Stratégique Communautaire de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le Document d'Orientation Economique vise le renforcement du potentiel économique du pays à réaliser un rythme de croissance accéléré, à même de répondre au double objectif de l'amélioration du revenu et de la création d'emplois, ainsi que celui de la consolidation des fondements d'un développement durable.

2.1.4. Aspects technologiques

Au Niger, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) connaissent un développement rapide et croissant. Au-delà de leur importance dans la vie socioéconomique de la population, elles sont devenues le principal vecteur de communication dans la conduite de nos activités quotidiennes.

En effet, la pandémie de Corona Virus est venue accélérer l'utilisation à grande échelle des nouvelles technologies de l'IC, car elles sont devenues dans la plupart des cas le seul moyen d'échange.

Si les Technologies de l'Information et de la Communication jouent un rôle prépondérant dans le développement du pays, il va de soi que le secteur puisse connaître des demandes de plus en plus croissantes et une évolution rapide.

Depuis 2012, le Niger s'est inscrit dans un vaste programme de généralisation de l'utilisation des TIC par sa population. Le pays a initié plusieurs réformes visant à faciliter l'accès de sa population à ces technologies.

Ainsi, les études réalisées dans ce domaine font ressortir que plus de 57% des ménages possèdent un poste radio avec quelques variantes au niveau régional. Plus de 77% des ménages ont déclaré avoir un poste radio à Maradi contre 37% à Agadez².

La télévision par câble semble être la plus accessible à la population. Selon les réponses exprimées par la population cible de cette étude, plus de 88% des ménages ont accès à la télévision par câble alors que la Télévision par Internet (TVIP) n'est accessible qu'à 2,7% des ménages.

Par ailleurs, la même source indique que 1,4% des ménages ont accès à une ligne téléphonique fixe et 79,2% au téléphone mobile. L'ordinateur est possédé par 8,6% des ménages tandis que 15,6% des ménages ont un accès à l'internet.

Par rapport à l'utilisation des TIC, 62% des ménages utilisent un téléphone mobile, 6,6% pour l'ordinateur et 10,2% ont utilisé l'internet au cours des trois derniers mois. L'utilisation de l'internet varie selon le sexe. Elle est en effet, de 16% chez les hommes contre seulement 5,3% chez les femmes.

S'agissant des compétences dans l'utilisation des TIC, 13% affirment savoir copier ou déplacer un fichier ou un dossier et 1,1% savent utiliser des formules arithmétiques de base dans un tableur. Il faut également noter que 1,1% déclarent savoir envoyer ou recevoir des courriers et 0,3% lire ou télécharger des journaux ou livres électroniques

Le Gouvernement a inscrit les TIC dans le PDES comme solution dans le processus de transformation structurelle de l'économie et l'accélération de son développement économique et social.

La concrétisation de cet élan s'est faite à travers les acquis suivants :

- La mise en place d'un cadre légal de gestion des données d'identification des individus à travers l'adoption de la loi sur la Protection des données à caractères personnels en avril 2017, et la mise en place récente de la Haute Autorité de Protection des données à caractère personnel ;
- La création de l'ANSI (Agence Nationale pour la Société de l'Information en 2017) avec pour mission d'assurer le rôle de gestion de l'informatique de l'État et de réaliser l'accès universel technologique en libérant le potentiel offert par l'économie numérique.
- La libéralisation du secteur TIC et des Télécoms. Quatre opérateurs GSM (Niger Télécoms, Airtel et Orange/Zamani qui disposent de la 4G, Moov) exercent

² Institut National de la Statistique du Niger : Enquête Nationale sur l'accès et l'utilisation des TIC au Niger. Juin 2018 (page 8).

actuellement au Niger. L'Internet Haut débit par fibre optique est désormais déployé sur les principales localités par Niger Télécoms et le taux de couverture pour la téléphonie en 2020 est de 56.64% tandis que pour l'INTERNET il est de 30.10% ;

- L'installation de plusieurs sociétés informatiques qui distribuent du matériel et des logiciels de grandes marques de renom (IBM, Dell, Lenovo, HP, Cisco, Lexmark, Oracle, Microsoft, Sage/SAARI, TOMPRO, etc.) ;
- Le Secteur de l'électricité est en cours de libéralisation - Adoption le 23.08.2019 d'un Code des réseaux d'Électricité avec pour objectif de réaliser une couverture intégrale en 2035 - Secteur ouvrant la possibilité de connecter des producteurs indépendants au réseau de la NIGELEC ;
- L'Énergie solaire est en forte dynamique avec le projet NESAP financé par la Banque mondiale à travers l'ANPER (Agence Nationale pour le Promotion de l'Électrification Rurale).

Durant le confinement à cause de la pandémie, le recours aux nouvelles technologies a été accentué y compris le recours au dépôt électronique des offres.

Tout ceci reste néanmoins assez timide à cause de la faiblesse de l'offre en électricité (les délestages sont encore fréquents). Heureusement des efforts sont en cours pour augmenter la puissance installée (des centrales en cours de construction). Le débit Internet reste lui aussi assez faible malgré l'intervention de quatre opérateurs. Néanmoins l'accès à Internet est passé de 19.81% en 2016 à 30.10 % en 2020 (Rapport ARCEP). Le nombre d'abonnés mobile est passé de 1,7 Millions en 2008 à 12,3 Millions en 2020.

2.1.5. Aspects sécuritaire et pandémie COVID-19

Le Niger est confronté à deux (2) problèmes majeurs qui sont les risques sécuritaires et la pandémie liée à la COVID19.

a) Pour le risque sécuritaire :

Le Niger est un pays enclavé dont la capitale Niamey est située à plus de 1000 km du port maritime le plus proche (Cotonou au Benin). C'est un vaste territoire avec une superficie d'environ 1.267.000 km² et une population de 23 310 719 d'habitants (Recensement 2019) avec un taux de croissance annuel de 9,3% dont la majorité vit en zone rurale. Il est situé dans la bande sahélienne où sévit l'insécurité issue de :

- la désintégration de l'Etat central en Libye au nord ;
- les activités terroristes au Mali, et
- la menace de Boko Haram dans la région du Lac Tchad à l'est.

Malgré cet environnement d'insécurité à ses frontières, le Niger a pu limiter son installation à l'intérieur de son territoire, grâce à une forte cohésion sociale mais au prix de sacrifices financiers importants au niveau du budget de l'Etat.

Néanmoins les incidents sécuritaires sporadiques font de la mauvaise publicité au Niger. Ceci peut avoir un effet sur la concurrence sur les marchés pour lesquels il n'y a pas suffisamment de prestataires à l'échelle nationale.

b) Aspects liés à la pandémie COVID-19 :

Depuis la fin de l'année 2019, le monde a connu une pandémie causée par la COVID - 19. Cette pandémie a eu des conséquences sur les activités économiques au plan mondial.

Au Niger, les conséquences relevées sont entre autres la réduction de la mobilité d'intervenants étrangers, la baisse des activités engendrant une faiblesse de capacité des prestataires locaux.

Conclusions clés

En somme, au regard de ce qui précède, il apparaît clairement que la gouvernance au Niger permet l'exécution du projet villages intelligents sans difficultés majeures. Les problèmes soulevés doivent tout simplement être pris en compte dans le choix des méthodes de sélection et des approches de marchés pour les contourner ou réduire leurs effets potentiels.

2.2. Cadre légal et réglementaire de la passation des marchés au Niger

2.2.1. Le cadre légal

Dans le cadre d'une meilleure gestion des activités de passation des marchés, le Niger a adopté plusieurs textes réglementaires et a créé par Décret N°2004-190/PRN/MEF du 06 juillet 2004 l'Agence de Régulation des marchés publics (ARMP).

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Cette mission de régulation a pour objet d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public, de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public, d'exécuter des enquêtes, de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants, de sanctionner les irrégularités constatées, de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction générale.

Le code des marchés publics du Niger vise à assurer le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats, la transparence des procédures d'attribution et l'efficacité et l'efficience de la dépense publique. Il est composé des lois, décrets et arrêtés suivants :

- la loi 2011-37 du 28 octobre 2011 « portant principes généraux, contrôle et de régulation des marchés publics et des délégations de services publics au Niger » ;
- le décret 144/CAB/PM/ARMP du 29 juin 2012 « portant attributions des Divisions Marchés Publics » ;
- le décret 2014-070 du 12 février 2014 « déterminant les missions et l'organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financier (DGCMP/EF) et fixant les attributions des contrôleurs » ;
- le décret 2016-641/PRN/PM du 1^{er} décembre 2016 « portant code des marchés publics et des délégations de service public » ;
- l'arrêté 0136/PM/ARMP du 24 juillet 2017 « fixant les délais dans le cadre des marchés publics et des délégations des services publics ;
- l'arrêté 0107/PM/ARMP du 1^{er} Août 2019 « fixant les seuils dans la cadre de la passation de marchés publics » ;
- l'arrêté 0134/PM/ARMP du 25 août 2020 « fixant les modalités d'achat groupé en matière de marchés publics.
- l'arrêté 0135/PM/ARMP du 25 août 2020 « portant création, attribution, composition-type et fonctionnement des commissions de marchés publics et de délégation des services publics ;

Les projets sur financements extérieurs sont soumis en priorité aux procédures du bailleur de fonds. Pour la Banque mondiale il s'agit du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant de la Banque mondiale le financement de projets d'investissement éditée en juillet 2016 et révisée en Novembre 2017 et Aout 2018 et la quatrième édition datée de Novembre 2020.

Pour l'essentiel, l'arsenal juridique et réglementaire cité plus haut, est relativement exhaustif et cohérent pour régir les marchés publics. Les dispositions du règlement de la Banque mondiale viennent compléter et corriger le cas échéant les dispositions qui ne sont conformes avec les principes de la passation des marchés en particulier pour les appels d'offres internationaux.

Il ressort des textes cités plus haut que la Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (DMP/DSP) dont relève l'ensemble des services de passation des marchés est chargée de la planification, de la préparation des dossiers d'appel d'offres et de la mise en œuvre des procédures de passation de marchés. A l'occasion de chaque marché, la PRMP désigne, entre autres, les commissions d'ouverture des plis et d'attribution du marché et la commission d'évaluation des offres.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers (DGCMP/EF) est chargée du contrôle a priori des processus d'acquisition.

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ayant pour mission d'assurer la régulation du système de passation de marchés, assure le traitement des plaintes des soumissionnaires. Elle peut prononcer les exclusions de participation à la commande publique à l'encontre des prestataires jugés coupables de fraudes,

corruption, collusion, etc. Elle peut également prononcer des sanctions disciplinaires.

Un Système d'Information et de Gestion électronique des Marchés Publics (SIGMAP) utilisé par la majorité des pays de l'UEMOA, garantit une certaine transparence dans le processus de passation des marchés et une meilleure maîtrise des délais. Cet outil est géré par la DGCMF qui en assure la mise à niveau pour le rendre fiable et sécurisé.

Il va falloir mentionner néanmoins que la phase exécution des marchés reste le parent pauvre dans les textes en vigueur. Ni les règles applicables ni le dispositif institutionnel ne permet de garantir une exécution efficace des contrats une fois signés.

2.2.2. Acceptabilité des Dossiers Standards Nationaux de passation des marchés

Les dossiers types nationaux d'appel d'offres (DTAO) de travaux et de fournitures et services ont été rédigés sur la base des DTAO de la Banque mondiale. Par conséquent ils peuvent être acceptables sous réserve d'intégrer certaines dispositions du Règlement, notamment celles relatives à la lutte contre la fraude et la corruption et le respect des exigences environnementales et sociales, et d'être approuvés par la suite par la Banque mondiale avant utilisation (voir le paragraphe 5.3 Procédures nationales de passation des marchés du Règlement). Les projets financés par la Banque mondiale n'utilisent pas cette possibilité car ces derniers font plutôt recours aux dossiers types de la Banque.

2.2.3. Systèmes de gestion des Plaintes.

Une plainte est un recours introduit par une personne physique ou morale qui s'est senti lésée lors d'une action ou d'une situation touchant directement son intérêt d'ordre matériel, financier ou moral et leurs droits. La plainte peut survenir à toutes les étapes de passation de marchés (du DAO jusqu'à l'attribution du marché).

La loi nigérienne prévoit le droit de tout soumissionnaire ou candidat potentiel à faire un recours quand il considère qu'il a été lésé lors d'une action ou d'une situation touchant directement son intérêt d'ordre matériel, financier ou moral. Lesdits recours sont déposés auprès d'un comité créé à cet effet au sein de l'ARMP. Le Comité de Règlement des Différents (CRD) est tripartite, paritaire et composé de représentants de l'Administration, du secteur parapublic et privé et de la société civile pour garantir son indépendance.

Le CRD statue sur la forme et sur le fond sur la base des informations recueillies sur les différents documents ayant servi de base à la prise de décision en fonction de l'étape incriminée. Le CRD notifie sa décision à travers une lettre pour donner raison à l'une ou l'autre partie qui peut aboutir à la confirmation de la décision, la reprise du processus ou son annulation. Ce processus peut donner lieu aussi à des sanctions contre les contrevenants en fonction de la gravité de l'acte posé.

Pour les marchés en revue a priori de la Banque, la Banque doit être informée du processus de résolution du recours que celui-ci ait été déposé à l'ARMP ou directement à la Banque. Dans ce dernier cas, malgré que la Banque, de par ses

procédures, ne traite pas directement avec le plaignant mais elle transmettra la plainte à l'Emprunteur en lui demandant de traiter le recours à sa satisfaction. Le processus de passation de marché doit être suspendu jusqu'à résolution du recours.

Le système de traitement des recours est théoriquement fonctionnel et garantit le droit du plaignant mais le manque de confiance qu'ont les prestataires vis-à-vis de l'Administration en général et les supposées représailles que cette dernière peut faire empêchent les candidats de profiter de cette opportunité. Ceci n'est pas propre à cette agence d'exécution en particulier mais une situation générale à l'échelle nationale.

Recommandation :

N'étant pas en mesure de résoudre le problème en entier, l'agence d'exécution doit introduire dans tous les documents diffusés une information (mise en exergue) précisant le droit de recours et les garanties légales qui lui sont associées (transparence, neutralité, etc.).

L'agence d'exécution doit mettre en place un système de suivi des recours en passation de marchés qui fait ressortir l'identification du plaignant, la date de réception de la plainte, la date de sa clôture, le motif de la plainte et le résultat de la résolution. Une analyse régulière des plaintes déposées durant ladite période sera systématiquement faite pour remédier aux mêmes motifs pour l'avenir.

Conclusion clés

Le dispositif légal et réglementaire permet raisonnablement de mener la passation des marchés dans de bonnes conditions de transparence et d'équité en permettant l'atteinte des objectifs en matière d'efficacité et d'économie.

Le seul grief sur le système se situe essentiellement au niveau de la phase exécution.

2.3. Evaluation de la capacité du client et de l'Unité de Gestion du Projet (UGP)

2.3.1. Organisation institutionnelle de la mise en œuvre du Projet

L'ancrage institutionnel du PVI est l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI).

L'ANSI est un Etablissement Public à caractère administratif, institué par le décret n° 2017-621/PRN du 20 juillet 2017. Elle est chargée de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie nationale d'accès universel aux TIC ainsi que les programmes et projets de développement des TIC sur toute l'étendue du territoire national. A ce titre l'ANSI, et auparavant le HCNTIC a été le maître d'œuvre pour de grands projets de fichier électoral, du plan NICI du Niger financé par le PNUD (Schéma Directeur de Développement de l'Informatique), des programmes de E-Gouvernement, E-Santé, E-Education, E-Agriculture avec plusieurs partenaires internationaux (PNUD, FAO, etc.).

L'ANSI est une institution relativement jeune qui n'a pas eu à exécuter des projets de développement majeurs financés par les institutions internationales, il est donc nécessaire de renforcer ses capacités en matière de gestion fiduciaire

Les structures institutionnelles de mise en œuvre du PVI sont :

- le Comité de Pilotage du Projet (CPP) ;
- le Comité Technique de Suivi du Projet (CTP) ;
- l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

a) Comité de pilotage (CPP)

Le Comité de Pilotage du Projet (CPP) a pour mission la supervision globale et l'orientation stratégique du projet. Il est présidé par le Ministre - Directeur Général de l'Agence Nationale pour la société de l'information (ANSI) (ou un représentant autorisé), coprésidé par un représentant du Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique (MPTEN) et comprend :

- un Représentant du Ministère chargé des Finances,
- un Représentant du Ministère chargé du Plan,
- un Représentant du Ministère chargé de l'Agriculture,
- un Représentant du Ministère chargé du Commerce,
- un Représentant de la BCEAO,
- un Représentant de la CAIMA.

Le CPP se réunit en tant que de besoin et au moins deux (02) fois par an sur convocation du Président. La première session est réservée au bilan et à la programmation annuelle des activités et la seconde évalue à mi-parcours le PTBA afin d'apporter en temps opportun, les ajustements nécessaires.

Les convocations accompagnées des documents à examiner, sont adressées aux membres au moins sept (07) jours avant la date de la réunion. Elles doivent indiquer la date, le lieu, l'heure ainsi que l'ordre du jour de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à trois (03) jours. Le CPP a pour attributions de :

- fournir les orientations politique et stratégique ;
- assurer la coordination avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet;
- relever les défis et résoudre les problèmes nécessitant une intervention de haut niveau ;
- assurer la communication et la coopération entre les parties prenantes ;
- approuver les programmes et budgets annuels ;
- examiner les rapports d'état d'avancement des activités et les rapports d'audit.

Les membres du CPP/PVI sont nommés par arrêté du Directeur général de l'ANSI.

b) Comité technique de suivi du projet (CTP)

Le comité Technique de Suivi (CTP) est chargé de traiter les questions techniques plus détaillées transmises par le Comité de pilotage en rapport avec la mise en œuvre dudit Projet. Il fournira aussi les orientations opérationnelles générales,

supervisera la mise en œuvre du Projet, contrôlera les performances, assurera la coordination intersectorielle, examinera les écarts prévision - réalisation et proposer des solutions.

Le CTP se réunit régulièrement au besoin pour faire l'état d'avancement du projet dans ses différentes composantes et coordonner les actions à mener.

Les réunions seront validées si plus de la majorité des membres est présente. La présidence et le secrétariat du CTP sont assurés par l'unité de gestion du projet (UGP).

Les membres du CTP sont désignés par arrêté du Ministre Directeur général de l'ANSI et comprend :

- Le Coordinateur du Projet,
- un Représentant du Ministère chargé de télécommunication,
- Les représentants des opérateurs de téléphonie mobile,
- un représentant du Ministère chargé des Finances,
- un représentant du Ministère chargé du Plan,
- un représentant du Ministère chargé de l'Agriculture,
- un représentant du Ministère chargé du commerce,
- un représentant de la BCEAO,
- un représentant de la CAIMA ;
- un représentant du Ministère chargé de l'Energie,
- un représentant de la NIGELEC.

c) L'unité de gestion du projet (UGP)

L'Unité de Gestion du Projet (UGP) sera responsable de la gestion fiduciaire, de la mise en œuvre et de la coordination des activités du projet, notamment : a) assurer la mise en œuvre des activités en temps opportun conformément au Manuel d'exécution du projet (MEP) ; b) préparer les plans de travail et budgets annuels (PTBA) ; c) préparer les plans de passation des marchés (PPM) annuels ; et d) prendre la responsabilité globale de la passation des marchés, la gestion financière, la préparation des rapports d'avancement trimestriels consolidés et des RSF, La production des états financiers consolidés du Projet ainsi que leur transmission à l'IDA, le suivi-évaluation, la communication et les sauvegardes environnementales et sociales.

2.3.2. Capacité et expérience en passation des marchés de l'UGP

a) Passation de marchés

L'UGP a déjà recruté un Spécialiste en Passation des Marché (SPM) expérimenté et qui a pris part à la gestion de plusieurs projets financés par les bailleurs de fonds internationaux (BAD, Union Européenne, Coopération Espagnole). Ceci apparaît comme une première étape décisive et constitue un réel facteur positif pour le pilotage sur le plan de la passation des marchés du projet. Par ailleurs, plusieurs membres de l'équipe de l'UGP disposent d'une expérience opérationnelle sur la

passation des marchés avec plusieurs bailleurs de fonds internationaux dans différents projets et programmes notamment (DREGDE/ ABN financé par la Banque mondiale, PRODEBALT (BAD), PA/PSSA financé par la BID, etc.).

Afin de pouvoir gérer de manière satisfaisante ce projet, il est prévu que le SPM suive la formation STEP prévue en présentiel au bureau de la Banque mondiale à Niamey, ainsi que les cours en ligne en particulier le STEP e-Learning Programs (<https://wbnpf.procurementinet.org/e-learning-programs>). En outre, il est prévu un renforcement des capacités du SPM sur le nouveau cadre de passation des marchés et Règlement.

Par ailleurs, pour supporter la montée en charge des activités, un Assistant a été recruté pour renforcer la cellule Passation des Marchés de la PIU.

Une évaluation en phase de mise en œuvre permettra de savoir si un autre soutien est éventuellement nécessaire. Le Projet pourrait alors bénéficier du support des experts de la Banque.

b) Gestion des contrats

La problématique de la bonne gestion des contrats est posée pour tous les projets car elle est structurelle. La réglementation que ce soit nationale ou de la Banque mondiale laisse très peu de place à cette phase fondamentale dont dépend l'atteinte des objectifs de développement de n'importe quel projet. La gestion du contrat comporte deux aspects aussi importants l'un que l'autre : (i) l'aspect technique et (ii) l'aspect procédure. Les spécialistes de passation de marchés ne se sentent pas concernés par cette étape car elle est généralement confiée à des responsables techniques (responsable de composante). Ces derniers ne sont pas toujours outillés en matière de connaissance des procédures et participent rarement à la phase passation pour anticiper les difficultés de mise en œuvre.

De plus l'absence de pratique d'élaboration d'un plan de gestion des contrats rend difficile le suivi de la bonne gestion des contrats.

L'équipe technique qui sera chargée du suivi de l'exécution des travaux doit être formée dans ce domaine car les retards constatés dans l'exécution des contrats ainsi que la mauvaise qualité des ouvrages incite à donner une attention particulière à cette phase. En plus de cela et compte tenu de la taille et du nombre de marchés du Projet, il est nécessaire d'avoir un spécialiste en passation et gestion de contrat au niveau central pour le suivi de l'adéquation entre la programmation et la mise en œuvre de la passation et l'exécution des marchés (un suivi-évaluation des activités de passation et d'exécution des marchés).

Un plan de gestion de contrat (PGC) doit impérativement être élaboré dès la signature de chaque contrat. Le coordonnateur du Projet doit veiller à l'application des PGC.

Conclusions clés

L'UGP a une expérience de gestion de projets financés par la Banque mondiale mais le nouveau projet crée de nouveaux challenges qui nécessitent le renforcement de ses capacités.

Les actions envisagées sont en particulier : (i) l'amélioration du système d'archivage (espace, méthode et personnel), (ii) l'acquisition d'équipements de travail et (iii) le renforcement des capacités en matière de passation de marchés mais aussi en matière de gestion des contrats.

III. ANALYSE DU MARCHÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, des marchés de plusieurs natures seront passés. L'essentiel des marchés sera sous forme de marchés de consultants et certaines des activités correspondent à des marchés de fournitures. Il n'y a pas de marchés de travaux. Notons que la liste du tableau 1 contient des subventions ; celles-ci ne sont prises en compte dans le cadre de cette analyse car elles ne constituent pas des marchés.

Les services de consultants dans cette liste sont au nombre de **38** mais le cumul de leurs montants ne représente que **28,5 %** du montant global (**soit 6.544.827 US\$**). Les cinq marchés de fournitures y compris les marchés de services physiques et de systèmes d'information, totalisent à eux seuls **71,5%** du montant global (**soit 16.372.414 US\$**).

Les marchés non identifiés pour le moment auront probablement la même nature que ceux déjà identifiés, sinon la PPSD sera mise à jour pour tenir compte des nouveautés.

3.1. Activités du Projet faisant objet de marchés

a) **Les services de consultants :**

Les marchés de consultant sont relatifs pour l'essentiel à des études de faisabilité en plus de quelques assistances techniques et des études de conceptions de système électronique. Par conséquent au plan technique il n'y a pas de difficultés majeures pour la mise en œuvre y compris quand il est nécessaire de faire appel à une expertise étrangère. Pendant que la mobilité du personnel étranger des bureaux d'étude est limitée par la pandémie de COVID 19, il est nécessaire d'encourager des partenariats entre les prestataires étrangers et bureaux locaux ainsi que l'utilisation de l'expertise nationale sous la supervision de compétences étrangères.

b) **Les fournitures et services matériels :**

A part l'acquisition de moyens de transport et des équipements électroniques simples (tablettes/ smartphones/ laptop), deux gros marchés de services sont à passer (fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales et création d'une plate-forme de données numériques) et un marché d'acquisition de kits solaires. Ces différentes acquisitions ne représentent pas de difficultés majeures à part dans la rédaction des spécifications techniques et les cahiers de charges.

3.2. Offre de services disponible

Les activités prévues dans le cadre du projet ne contiennent pas de réalisation d'infrastructures (marchés de travaux) qui constitue le type de marchés le plus risqué et le plus difficile à gérer. A part les trois acquisitions de grandes envergures, les deux autres achats sont relativement simples et les fournisseurs correspondants sont disponibles à l'échelle nationale. La taille et la complexité des trois gros marchés de fournitures et services matériels demandent plus d'attention même si l'offre est bien disponible.

Pour la connectivité numérique en zones rurales, les opérateurs sont déjà quatre au Niger sans compter la possibilité de faire intervenir d'autres concurrents. La fourniture d'une plate-forme de données numériques peut être obtenue par une compétition internationale où l'offre est largement disponible. Enfin les marchés de kits solaires sont très fréquents et connaîtront certainement une large compétition nationale et internationale.

Les opérations de services de consultants sont le plus nombreuses dans le cadre des activités du Projet. De par leurs natures et leurs envergures, on peut croire que l'offre est disponible soit localement (consultants individuels ou opération classiques) soit à l'échelle internationale. L'intérêt des étrangers peut être réduit essentiellement à cause du COVID, mais le travail à distance et la collaboration avec des prestataires locaux encouragent les interventions des étrangers.

3.3. Etude du marché et méthodes de sélection

Compte tenu de ce qui précède nous analyserons dans la suite la situation de chaque type de marché en fonction de sa complexité, sa spécificité et l'offre disponible à l'échelle locale et internationale. Ceci nous permettra de proposer une méthode de sélection adaptée et la meilleure approche de marché. Cette proposition doit aussi tenir compte des seuils de méthode et de revue publiés par la Banque mondiale (voir annexe 3)

a) Marchés de fournitures y compris les marchés de services physiques et de systèmes d'information :

Pour les deux marchés de petite taille et celui des kits solaires, l'environnement local est très concurrentiel. Il y a une multitude de fournisseurs sur la place qui sont en mesure de répondre aux appels à la concurrence.

La méthode de sélection adaptée l'achat des kits solaires est « **l'appel d'offres** » avec une approche de marchés « **ouverte, internationale et en une étape** » compte tenu du montant et de l'intérêt certain de certains prestataires étrangers. Pour l'achat de véhicules et de matériel électronique, la compétition se fera à l'échelle nationale.

En ce qui concerne la connectivité et la plateforme, il est évident qu'il faut recourir à une compétition ouverte à l'échelle internationale. La fourniture de la connectivité bénéficierait d'une approche en « deux étapes » compte tenu que c'est un service matériel qui pourrait être réalisé de plusieurs manières et que le cahier de charge gagnerait à voir des propositions différenciées des différents concurrents. Mais le processus étant déjà entamé à travers un processus en « **une étape** » et par « **enveloppe unique** », c'est cela qui doit être retenu.

b) Services de consultants

Les marchés de consultant seront ceux qui consommeront le plus de temps et d'effort pour l'unité de gestion du projet compte tenu de leur nombre et de la longueur de leur procédure. Le risque le plus élevé du côté de l'offre viendra essentiellement de la mobilisation de l'expertise étrangère sur le terrain. Les

activités qui peuvent être faites à distance ou qui feraient intervenir des experts nationaux ne poseraient pas de problèmes. Cela est dû à la perception des risques sécuritaires ainsi que les contraintes de voyage imposées par la pandémie du COVID.

Diverses méthodes de sélection seront utilisées en fonction de la nature, la complexité et de l'importance de l'opération. Les listes restreintes seront constituées sur la base d'un appel à manifestation d'intérêt lancée à l'échelle **internationale** pour les marchés dont le montant dépasse 100.000 US\$ et l'échelle **nationale** pour les autres. Les consultants individuels seront sélectionnés sur la base de leurs qualifications après une constitution d'une liste restreinte nationale ou internationale selon l'importance et la complexité.

Conclusion clés

L'analyse des marchés prévus dans le Projet et de l'offre de services locale et internationale montre qu'il n'y a pas de difficultés majeures à la mise en œuvre des activités programmées.

IV. ANALYSE DES RISQUES DU PROJET LIES A LA PASSATION DE MARCHES

La passation et l'exécution des marchés sont sur le chemin critique de la mise en œuvre du Projet. Si les marchés ne sont pas bien passés, ils ne seront pas exécutés et s'ils ne sont pas exécutés dans de bonnes conditions, les objectifs du Projet en termes de résultats, de qualité et de coût ne seront pas atteints. Pour cela, l'identification des risques liés à la passation des marchés et les mesures d'atténuation qui s'en suivent revêtent une importance capitale. L'analyse des risques par marché peut être consultée en Annexe 2.

Avant d'analyser les risques sous différents angles, nous faisons état de la matrice SWOT dans le tableau qui suit. A titre de rappel la matrice SWOT est la matrice qui présente : les forces (Strengths), les faiblesses (Weaknesses), les opportunités (opportunities) et les menaces (threats).

FORCES	FAIBLESSES
<ol style="list-style-type: none"> 1. Cadre légal et institutionnel moderne et bien établi ; 2. Existence de fournisseurs locaux qualifiés pour une bonne partie des opérations. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faibles capacités du personnel technique en passation de marchés ; 2. Non disponibilité (Absence de motivation) de certains membres des commissions de marchés ; 3. Mobilité du personnel impliqué dans la passation des marchés ; 4. Absence de sanctions dissuasives contre les prestataires défaillants lors de l'exécution des marchés.
OPPORTUNITES	MENACES

<p>1.Assistance permanente de la Banque ;</p> <p>2.Nombre d'opérations limité et peu complexes ;</p>	<p>1.Insécurité dans certaines zones rurales du pays ;</p> <p>2.Désintérêt des consultants étrangers compte tenu des difficultés de déplacement à cause du COVID ;</p> <p>3.Défaillance de certains prestataires lors de l'exécution et absence de sanctions dissuasives.</p>
--	---

4.1. Risques liés au cadre institutionnel

Le système de passation de marchés au Niger bénéficie d'une organisation considérée comme moderne et permet une transparence à tous les niveaux et des niveaux de contrôle suffisants pour une bonne exécution de la phase « passation de marchés publics ». La phase « exécution des contrats » ne bénéficie pas d'autant d'intérêt, ce qui fait que les risques de mauvaise exécution sont plus importants.

D'une façon générale la gouvernance au Niger et le cadre légal de passation de marchés sont tels que l'exécution des projets et programmes peut se faire dans des conditions acceptables. Les quelques reproches peuvent être gérés à travers les choix adéquats des méthodes de sélection.

Les performances de l'unité de gestion du projet sont jugées acceptables au regard de la relative simplicité du Projet PVI. Là aussi les faiblesses peuvent être jugulées à travers les actions de renforcement de capacité qui seront proposées. Il s'agit : (i) des compétences limitées des intervenants dans la chaîne de passation de marchés en particulier en ce qui concerne les nouvelles procédures de la Banque mondiale ; (ii) des lenteurs administratives lors des approbations des décisions des différentes phases de passation et d'exécution des marchés et (ii) du système d'archivage qui risque d'être le goulot d'étranglement s'il n'est rendu efficace au tout début.

L'évaluation des offres et propositions se fait par des commissions ad-hoc dont les membres ne sont pas toujours compétents au plan technique et de procédures de passation de marchés.

La DGCMP/EF effectue des contrôles a priori. Cette étape, bien qu'utile pour une meilleure gouvernance, **est une source de risque d'extension de délai.**

Les décisions de tous ces organes sont sujettes à recours devant l'ARMP, ce qui constitue un moyen supplémentaire de contrôle. Notons que ce système de recours est bien effectif pour preuve, rien que durant l'année 2021 seulement, cinquante-neuf (59) recours ont été enregistrés au secrétariat du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP.

Les risques de la phase « passation de marchés » liés aux aspects institutionnels peuvent être considérés comme « Modérés » et correspondent essentiellement à l'allongement des délais, à la perte ou

la détérioration des documents et à la qualité des évaluations. Parmi les mesures d'atténuation on doit envisager :

- **La mise en place d'une procédure de désignation des membres des commissions d'évaluation des offres basée essentiellement sur la qualification ;**
- **Le renforcement des capacités des membres des commissions d'évaluation des offres ;**
- **La mise en place d'un système d'archivage physique organisé et sécurisé et un autre électronique ;**
- **La réduction des délais de traitement des dossiers par un suivi très rapproché.**

4.2. Risques liés à la procédure

Mais d'une façon générale, cette phase « passation des marchés » bénéficie d'une grande précision dans les textes en vigueur et la multiplicité des intervenants permet de réduire les risques de dérapage de procédures. Compte tenu de la nature des marchés, les risques de la phase « passation » sont modérés et se limitent essentiellement à la qualité de l'expression des besoins et une mise à jour des connaissances par rapport aux nouvelles procédures de la Banque.

En effet les procédures nationales de passation de marchés, telles qu'éditées par les textes en vigueur ne comportent pas de disposition qui remettent en cause les principes généralement admis pour une bonne gouvernance en passation de marchés. Dans le cas des appels à concurrence internationale, on fera usage **du nouveau cadre de passation de marchés de la Banque mondiale qui n'est pas totalement maîtrisé par l'équipe du Projet.**

Par contre en ce qui concerne la phase « exécution des marchés », les intervenants sont très limités. Seule l'unité de gestion du Projet (ou l'entité qu'elle aura désignée comme administrateur du marché) intervient à ce stade. **Les risques potentiels durant cette phase portent sur la qualité des prestations et sur les délais d'exécution.**

Les risques liés aux procédures peuvent être considérés comme « modérés » à « moyens ». Ils peuvent être atténués par le renforcement des capacités des responsables techniques (chefs de composantes) qui seront chargés du suivi de l'exécution des marchés. Le renforcement des capacités en question concernera les procédures de passation de marchés et leurs liens avec les besoins techniques ainsi que les techniques de suivi des contrats à commencer par la préparation du « plan d'exécution du marché ».

4.3. Risques liés aux procédures de paiement

Le risque potentiel lié aux procédures de paiement est essentiellement le retard de paiement. Celui-ci a généralement comme effet la réduction de la concurrence et l'augmentation des coûts. Les fonds du Projet étant totalement gérés par l'UCP, le risque est inhérent à la capacité du personnel financier à suivre efficacement les procédures de décaissement. Par conséquent **le risque relatif au paiement peut être considéré comme « faible » à « modéré ».**

4.4. Risques liés à l'insécurité et à la pandémie COVID

La pandémie causée par la COVID - 19 qui s'est annoncée fin 2019 et début 2020 ne semble pas finir. De nouveaux variant continuent d'apparaître et causent des restrictions à la mobilité des personnes.

Le Niger est un pays enclavé, très vaste et situé dans la bande sahélienne où sévit l'insécurité issue de :

- la désintégration de l'Etat central en Libye au nord ;
- les activités terroristes dans la zone des 3 frontières (Niger, Burkina et Mali), et
- la menace de Boko Haram dans la région du Lac Tchad à l'est.

Bien que le pays a pu limiter l'installation de l'insécurité à l'intérieur de son territoire, des incidents sécuritaires sporadiques font de la mauvaise publicité au Niger.

Tout ceci peut avoir un effet :

- sur la concurrence pour les marchés pour lesquels il n'y a pas suffisamment de prestataires à l'échelle nationale ;
- sur les coûts inhérents à la perception du risque pour ceux qui participeront aux appels à concurrence ;
- sur les délais d'exécution compte tenu des difficultés d'acheminement des matériaux et matériels de l'étranger.
- Sur les travaux de connectivité rurale dans les zones d'insécurité.

Ces risques peuvent être atténués comme suit :

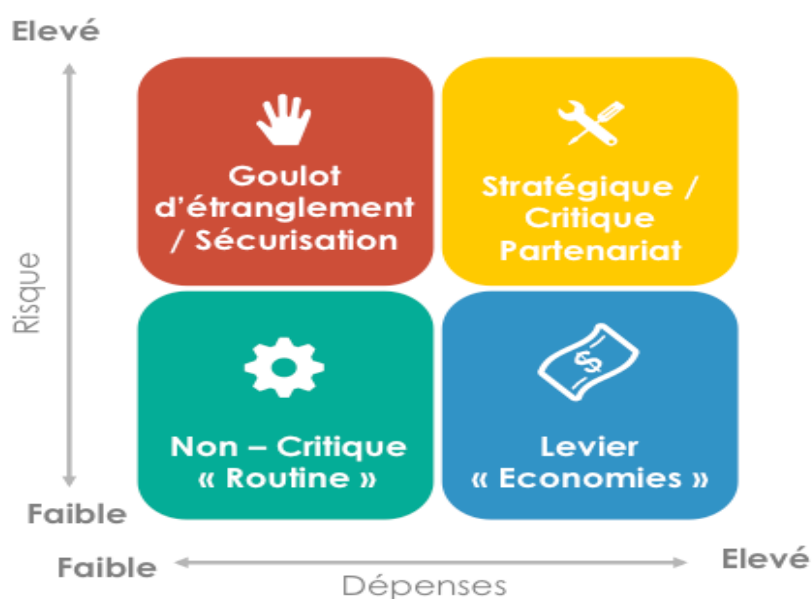
- **pendant la phase passation de marchés accentuer l'usage des supports électroniques et de télécommunication (téléchargement de dossiers, échanges électroniques, soumissions électroniques, ouverture des offres en virtuel, etc.) ;**
- **pendant la phase d'exécution, faire usage autant que possible du travail à distance et encourager l'association des étrangers avec des nationaux pour réduire la nécessité des voyages.**

V. POSITIONNEMENT STRATEGIQUE ACHATS

L'objectif de cette section est de faire une analyse croisée des montants des marchés avec le niveau de criticité de risques évalué et d'en faire découler des choix stratégiques.

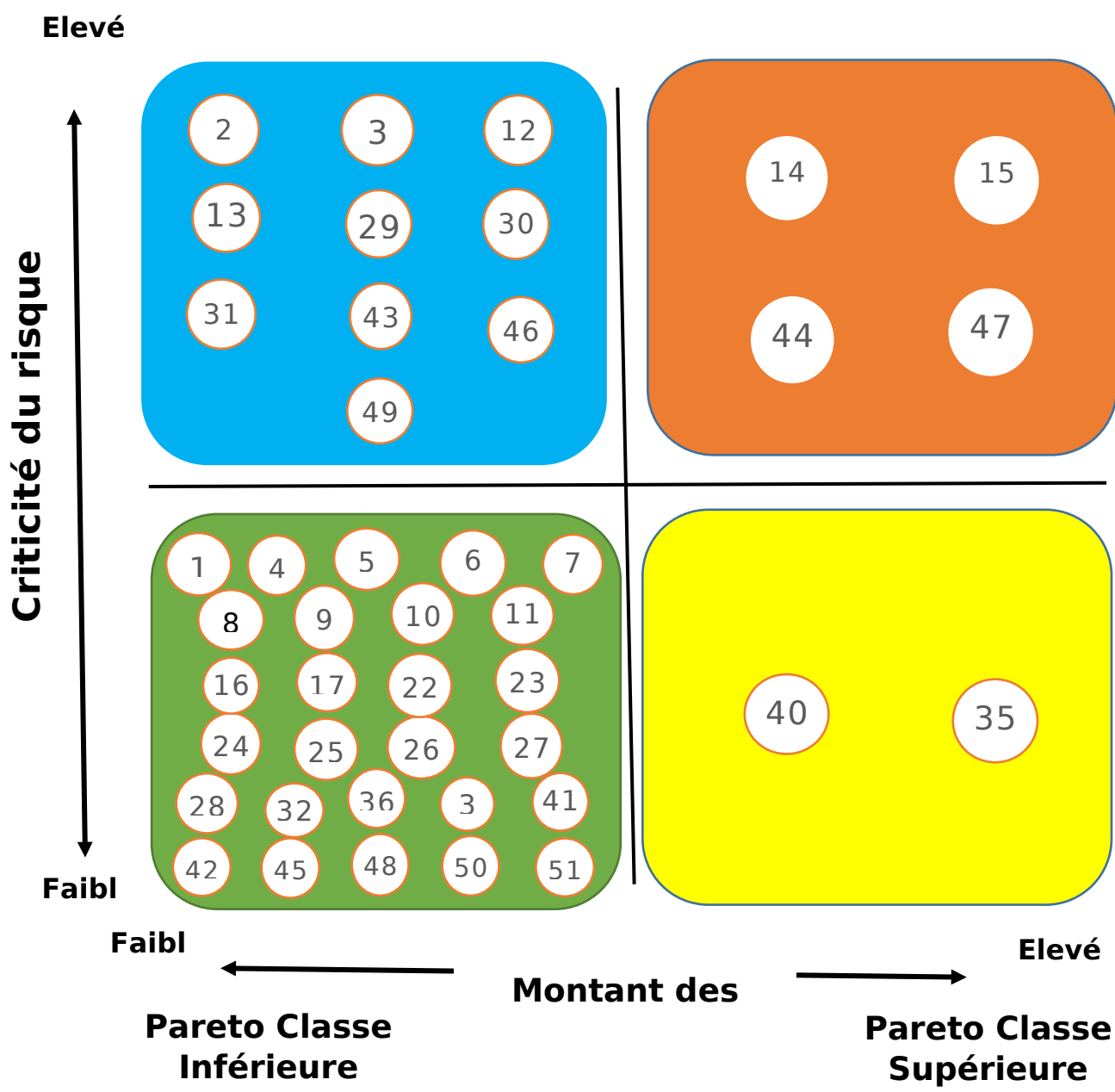
Pour mémoire, cette analyse permet de positionner les différents marchés au sein d'une matrice qui sépare :

- **Les marchés à caractère stratégique** qui constitueront la priorité pour l'équipe projet ;
- **Les marchés de sécurisation** qui nécessitent une priorité de la stratégie d'achats vers la garantie d'un achat/approvisionnement livré en qualité et quantité dans les délais pour ne pas affecter le bon déroulement du projet ;
- **Les marchés d'économies**, sur lesquels les mises en concurrence des acteurs doivent permettre de réaliser des gains en termes de coût ;
- **Les marchés "non-critiques"** qui doivent pouvoir être traités simplement et efficacement en mobilisant un minimum de temps et de ressources.



L'analyse de la criticité des marchés prévus dans le cadre du Projet (voir annexe 2) croisée avec leur volume financier donne les résultats présentés dans le tableau qui suit.

Positionnement Achat



La priorité est donc à donner aux marchés 14, 15, 44 et 47 qui présentent les niveaux de criticité les plus élevés associés aux montants engagés importants (catégorie Stratégique) mais aussi **sur les marchés 40 et 35** dont le caractère "Lever économique" permettrait une évolution rapide du taux de décaissement.

Les marchés de ces deux catégories sont les suivants :

N° de Réf.	Libellé du marché	Type	Montant (US\$)	Option préférentielle
14	Sélection d'opérateurs pour la fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales (5 lots)	Services autre que service de consultant	60 000 000	Appel d'offres Ouvert, international en plusieurs lots, en une étape, sans préqualification.
15	Financer les solutions énergétiques solaires pour une électrification rudimentaire "de base" pour les villages ciblés par le projet (Multiples opérations)	Fournitures	1 000 000	Appel d'offres Ouvert, international en une seule étape, sans préqualification et contrat cadre par zone.
31	Acquisition des équipements TPE	Fournitures	2 000 000	Appel d'offres Ouvert, international en une seule étape, sans préqualification et contrat cadre par zone.
35	Création d'une plateforme pour la numérisation de la chaîne de valeur agricole	Fournitures	500 000	Appel d'offres Ouvert, National en une seule étape, sans préqualification
40	Mise en place d'un Progiciel de Gestion Intégré (ERP) Chez l'Instance de commercialisation des engrais.	Fournitures	500 000	Appel d'offres Ouvert, International, en une seule étape, sans préqualification.
44	Recrutement d'une firme pour la création d'une plate-forme de données numériques qui comprendra un système d'évaluation du crédit et un registre e-KYC	Fournitures	3 200 000	Appel d'offres Ouvert, international en plusieurs lots, en une étape, avec préqualification.
47	Assistance technique pour l'opérationnalisation de la plateforme de données numériques	Services de Consultants (Firme)	1 000 000	SFQC, Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte, contrat forfaitaire.

Les tableaux qui suivent donnent les détails de ces approches.

1. Sélection d'opérateurs pour la fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales :

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Conformité.	Expérience de consultant recruté à l'effet de rédiger les cahiers de charge
Exigences de durabilité	Oui. Garantie technique.	Nécessité de la qualité et de la durabilité du service
Type de contrat	Forfaitaire (Standard).	Disponibilité du service
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix global.	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur	Collaborative.	Service public connu et fournisseurs réputés
Révision de prix	Prix ferme.	Durée d'exécution courte
Forme du marché (termes et conditions)	- Garantie de bonne exécution. - Garantie de bonne fin.	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché
Méthodes de sélection	Appel d'offres.	Offre de service largement disponible à l'international et localement.
Approche du marché	- Type de compétition : International. - Nombre étape : Une	- Variantes répondant au cahier de charges multiples.
Pré / Post Qualification	Post qualification	Montant élevé, nécessité de tester l'intérêt des prestataires.
Evaluation des coûts	Prix le plus bas.	Voir les choix précédents.
Préférence nationale	Applicable.	AO International Ouvert.

2. Financer les solutions énergétiques solaires pour une électrification rudimentaire "de base" pour les villages ciblés par le projet

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Conformité.	Expérience du rédacteur des spécifications techniques
Exigences de durabilité	Oui. Garantie technique sur plusieurs années.	Nature des équipements
Type de contrat	Contrats cadres.	Fournitures et installation à la demande.
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix global.	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur	Collaborative.	Service public connu et fournisseurs réputés.
Révision de prix	Prix révisable.	Durée d'exécution supérieure à 18 mois (contrat cadre).
Forme du marché (termes et conditions)	- Garantie de bonne exécution.	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché.
Méthodes de sélection	Appel d'offres.	Offre de service largement disponible à l'international et même localement.
Approche du marché	- Type de compétition : International - Nombre étape : Une - Nombre d'enveloppes : Une	- Caractéristiques techniques standards.
Pré / Post Qualification	Post-qualification.	Montant de commande individuelle faible.
Evaluation des coûts	Prix le plus bas du soumissionnaire qualifié ayant fourni une proposition technique conforme.	Voir les choix précédents.
Préférence nationale	Applicable.	AO International Ouvert.

3. Création d'une plateforme pour la numérisation de la chaîne de valeur agricole

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Qualité technique	Difficulté de définir d'une manière quantifiable le besoin.
Exigences de durabilité	Oui. Garantie technique	Assurance de la fonctionnalité sur la durée.
Type de contrat	Forfaitaire (Standard)	Livrable attendu.
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix global	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur	Collaborative	Service public connu et fournisseurs réputés.
Révision de prix	Prix ferme	Durée d'exécution inférieure à 18 mois.
Forme du marché (termes et conditions)	- Garantie de bonne exécution.	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché.
Méthodes de sélection	Appel d'offres	Offre de service largement disponible à l'international.
Approche du marché	- Type de compétition : International - Nombre étape : Une - Nombre d'enveloppes : Une	- Offre locale non disponible.
Pré / Post Qualification	Post-qualification.	Fourniture et montant faible.
Evaluation des coûts	Prix le plus bas du soumissionnaire qualifié ayant fourni une proposition technique conforme.	Voir les choix précédents.
Préférence nationale	Applicable.	AO International Ouvert.

4. Mise en place d'un Progiciel de Gestion Intégré (ERP) Chez l'Instance de commercialisation des engrais.

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Conformité.	Expérience du rédacteur des spécifications techniques
Exigences de durabilité	Oui. Garantie technique	Assurance de la fonctionnalité sur la durée.
Type de contrat	Forfaitaire (Standard)	Livrable attendu.
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix global	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur	Collaborative	Service public connu et fournisseurs réputés.
Révision de prix	Prix ferme	Durée d'exécution inférieure à 18 mois.
Forme du marché (termes et conditions)	- Livrable par étape - Précision des phases du travail	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché.
Méthodes de sélection	Appel d'offres	Offre de service largement disponible à l'international.
Approche du marché	- Type de compétition : International - Nombre étape : Une - Nombre d'enveloppes : Une	- Offre locale non disponible.
Pré / Post Qualification	Post-qualification.	Fourniture et montant faible.
Evaluation des coûts	Prix le plus bas du soumissionnaire qualifié ayant fourni une proposition technique conforme.	Voir les choix précédents.
Préférence nationale	Applicable.	AO International Ouvert.

5. Recrutement d'une firme pour la création d'une plate-forme de données numériques qui comprendra un système d'évaluation du crédit et un registre e-KYC

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications.	Conformité.	Expérience du rédacteur des spécifications techniques.
Exigences de durabilité.	Oui. Garantie technique sur plusieurs années et maintenance.	Nature des équipements.
Type de contrat.	Forfait.	Fournitures, installation et formation.
Prix et mécanisme d'établissement des coûts.	Prix global.	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur.	Collaborative.	Service public connu et fournisseurs réputés.
Révision de prix	Prix ferme.	Durée d'exécution inférieure à 18 mois.
Forme du marché (termes et conditions).	- Garantie de bonne exécution.	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché.
Méthodes de sélection.	Appel d'offres.	Offre de service largement disponible à l'international et même à l'échelle régionale.
Approche du marché.	- Type de compétition : International - Nombre étape : Une - Nombre d'enveloppes : Une	- Caractéristiques techniques standards. - Fournitures.
Pré / Post Qualification.	Pré-qualification	Préparation d'offre peu coûteuse.
Evaluation des coûts.	Prix le plus bas du soumissionnaire qualifié ayant fourni une proposition technique conforme.	Voir les choix précédents.
Préférence nationale.	Applicable.	AO International Ouvert.

6. Assistance technique pour l'opérationnalisation de la plateforme de données numériques

Attribution	Disposition choisie	Résumé de la justification/Logique
Spécifications	Qualité technique	Difficulté de définir d'une manière quantifiable le besoin.
Exigences de durabilité	Oui. Garantie technique	Assurance de la fonctionnalité sur la durée.
Type de contrat	Forfaitaire (Standard)	Livrable attendu.
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Prix global	Risque supporté par le prestataire.
Relation avec le Fournisseur	Collaborative	Service public connu et fournisseurs réputés.
Révision de prix	Prix ferme	Durée d'exécution inférieure à 18 mois.
Forme du marché (termes et conditions)	- Livrable par étape - Précision des phases du travail	Pour rassurer le Client sur l'exécution du marché.
Méthodes de sélection	SFQC, Ouverte.	Offre de service largement disponible à l'international.
Approche du marché	- Type de compétition : International - Nombre étape : Une - Nombre d'enveloppes : Deux	- Offre du service limité au niveau local (thème spécialisé). - Qualité technique à vérifier sans influence du coût.
Pré / Post Qualification	Sur la base d'une liste restreinte	Service de consultant.
Evaluation des coûts	Note combinée la plus élevée avec une pondération T = 80% et F = 20%.	Importance de la qualité.
Préférence nationale	Non Applicable	Utilisation de l'expertise nationale

VI. RESUME DE LA STRATEGIE DE PASSATION DES MARCHES DU PROJET (PPSD)

La stratégie a été rédigée sur la base de l'analyse précédente qui prend en compte les caractéristiques de chaque marché, l'offre disponible au niveau national et international et la capacité de l'agence d'exécution. Nous présentons ici un résumé de cette stratégie.

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
1	Assistance technique pour réaliser un diagnostic des contraintes légales et réglementaires visant à accroître les investissements privés dans les TIC	Cons.	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
2	Assistance technique pour accroître la capacité du régulateur (ARCEP) à définir, contrôler et faire respecter les obligations de couverture des opérateurs mobiles	Cons.	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
3	Appui à la mise en œuvre d'exemptions et/ou de mécanismes de simplification en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	Cons.	150 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
4	Étude visant à évaluer la possibilité d'utiliser les adresses de code Google Plus ou autre solution	Cons.	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
5	Recrutement d'un consultant (firme) en charge de l'identification et de l'élaboration des textes juridiques et réglementaires favorables à la finance et à l'innovation numérique au Niger (En cours)	Cons.	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
6	Recrutement d'un cabinet pour la préparation et l'implémentation d'un programme d'éducation financière et de réformes	Cons.	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
7	Recrutement d'un cabinet pour la mise en œuvre d'un programme de protection de consommateurs et de réformes	Cons.	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
8	Support à la CENTIF pour la préparation de textes de lois et réformes pour les mesures KYC basées sur les risques	Cons.	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
9	Recrutement d'un consultant individuel pour la mise en œuvre d'une solution permettant d'utiliser des adresses de code Google Plus ou autre solution pour la localisation et le suivi des bénéficiaires	Cons.	50 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
10	Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer une étude environnementale et sociale dans certains sites à connecter	Cons.	17 241	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
11	Recrutement d'un consultant (firme) pour l'Evaluation de 200 sites de la phase 1	Cons.	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
13	Recrutement du Consultant (firme) chargé du suivi et du contrôle des installations des sites - 1 an	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
14	Sélection d'opérateurs pour la fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales	Services autres que service de consultants	60 000 000	Appel d'offres	Internationale et Ouverte en une seule étape, sans préqualification	A Priori	Forfait	Coût évalué le moins disant

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
15	Financer les solutions énergétiques solaires pour une électrification rudimentaire "de base" pour les villages ciblés par le projet	Fournitures	1 000 000	Appel d'offres	Ouverte, Internationale en une seule étape, sans préqualification	A Priori	Forfait	Coût évalué le moins disant
22	Recrutement d'un cabinet/firme pour une étude sur les paiements marchands dans les zones rurales (en cours)	Services de consultants	150 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
23	Recrutement d'une firme pour élaborer et mener des programmes de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention (en cours)	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
24	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 2e année	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
25	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 3e année	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
26	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation	Services de	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	numériques dans les villages d'intervention - 4e année	consultants						
27	Sélection d'un consultant chargé d'identifier les localités d'implantation des centres numériques	Services de consultants	50 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
28	Recrutement d'un architecte chargé de concevoir l'architecture technique des centres numériques en zones rurales	Services de consultants	50 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
29	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la première année	Services de consultants	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Au pourcentage	Meilleure Qualification
30	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la deuxième année	Services de consultants	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Au pourcentage	Critères notés
31	Acquisition des équipements TPE	Fournitures	2 000 000	Appel d'offres	Ouverte, Internationale et en plusieurs lots en une étape, avec préqualification	A Priori	Forfait	Coût évalué le moins disant

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
32	Recrutement d'une firme en charge de la sensibilisation et de la communication sur l'inclusion financière numérique	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
35	Création d'une plateforme pour la numérisation de la chaîne de valeur agricole	Fournitures	500 000	Appel d'offres	Ouverte, Internationale et en plusieurs lots en une étape, avec préqualification	A Posteriori	Forfait	Coût évalué le moins disant
36	Recrutement d'une firme pour l'élaboration d'une feuille de route pour l'enrôlement des coopératives dans le cadre de la numérisation des paiements versés aux coopératives agricoles	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
37	Déploiement progressif de la solution dans les fédérations et coop.	Services de consultants	50 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
40	Mise en place d'un Progiciel de Gestion Intégré (ERP) Chez l'Instance de commercialisation des engrais.	Fournitures	500 000	Appel d'offres	Ouverte, Internationale, en une étape, sans préqualification	A Priori	Forfait	Coût évalué le moins disant
41	Déploiement progressif de la solution chez les grossistes et détaillants	Services de	50 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
		consultants						
42	Etude sur l'évaluation des infrastructures digitales de paiement et de traitement des données	Services de consultants	150 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
43	Recrutement d'une firme sur l'identification des données à collecter dans le cadre de la création de la plateforme de données numériques pour permettre aux populations rurales d'accéder à des comptes formels et à des services financiers mieux adaptés	Services de consultants	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
44	Recrutement d'une firme pour la création d'une plate-forme de données numériques qui comprendra un système d'évaluation du crédit et un registre e-KYC (plusieurs lots)	Fournitures	3 200 000	Appel d'offres	Ouverte, Internationale et en plusieurs lots en une étape, avec préqualification	A Priori	Forfait	Coût évalué le moins disant
45	Elaboration d'applications simples pour la mise à jour des	Services de	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	données des utilisateurs sur la plateforme.	consultants						
46	Interface de la plate-forme de données avec les institutions financières participantes et les plates-formes existantes et à créer	Services de consultants	200 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
47	Assistance technique pour l'opérationnalisation de la plateforme de données numériques	Services de consultants	1 000 000	SFQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Priori	Forfait	Critères notés
48	Sélection d'un Consultant pour l'élaboration d'un manuel de Suivi Evaluation	Services de consultants	17 241	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
49	Sélection d'un Consultant pour déterminer les indicateurs de performance(enquête et sondage) du Projet	Services de consultants	130 000	SQC	Ouverte nationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
50	Acquisition véhicule 4*4 tout terrain hard top (prévues dans le cadre de la convention BNEE)	Fournitures	50 000	Demande de Cotation	Nationale	A Postérieur	Forfait	Coût le moins cher
51	Equipements (200 tablettes/smartphones/laptop)	Fournitures	35 000	Demande de Cotation	Nationale	A Postérieur	Forfait	Coût le moins cher

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	pour des populations cibles - phase pilotes / ANSI)							
52	Amélioration du Cadre juridique, règlementaire et institutionnel du secteur des communications électroniques	Services de consultants	130 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
53	Assistance technique pour réaliser un diagnostic des goulots d'étranglement juridiques et mettre en place une stratégie visant à accroître les investissements privés dans les télécommunications/TIC, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes clés	Services de consultants	195 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
54	Recrutement d'un Cabinet en charge de la mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation numérique pour la Préparation et	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte nationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	implémentation d'un programme d'éducation financière							
55	Recrutement d'un cabinet en charge d'une campagne de vulgarisation des lois relatives à la finance numérique	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte nationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
56	Recrutement d'un Consultant individuel pour la mise en œuvre d'une solution permettant d'utiliser les adresses de code Google Plus ou autre solution pour la localisation et le suivi des bénéficiaires	Services de consultants	35 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
57	Recrutement d'un consultant (firme) pour l'Evaluation des sites de la phase 1	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
58	Recrutement du Consultant /Cabinet (Ingénieur conseil) chargé du contrôle et de	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte nationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	recette des installations des sites - 1 an							
59	Recrutement d'1 Consultant junior : Ingénieur - Spécialité Telecom-Informatique (Support SFN, STN ; SEV pour la partie Statistiques)	Services de consultants	12 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
60	Recrutement d'une firme ou ONG pour élaborer et mener des programmes de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention	Services de consultants	375 000	SFQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Critères notés
61	Recrutement d'une firme en charge de la sensibilisation et de la communication sur l'inclusion financière numérique	Services de consultants	100 000	SQC	Ouverte nationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
62	Recrutement d'une firme pour la numérisation des	Services de consultants	250 000	SFQC	Ouverte, Internationale sur la base d'une liste restreinte	A Posteriori	Forfait	Critères notés

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
	paiements des chaînes agricoles							
63	Recrutement d'un Consultant Telecom pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
64	Recrutement d'un Consultant Telecom pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
65	Recrutement d'un consultant en Finance pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	Services de consultants	10 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
66	Recrutement d'un consultant individuel pour le coaching dans l'analyse et l'évaluation des dossiers de 2100 sites	Services de consultants	10 000	SCI	Restreinte	A Posteriori	Forfait	Meilleure Qualification
67	Acquisition véhicule 4*4 Double Cabine Diesel	Fournitures	35 000	Demande de Cotation	Nationale	A Postérieur	Forfait	Coût le moins cher

No	Libellé du marché	Catégorie	Montant (US\$)	Méthode de sélection	Approche de marché	Revue par la Banque mondiale	Type de contrat	Méthode d'évaluation
68	Ameublement (partiel) salle de réunion et bureau cité innovation / ANSI	Fournitures	70 000	Demande de Cotation	Nationale	A Postérieur	Forfait	Coût le moins cher
69	Equipment téléphones portables Android pour le suivi de GEMS (250 sites de connectivité et 50 centres numériques)	Fournitures	25 000	Demande de Cotation	Nationale	A Postérieur	Forfait	Coût le moins cher

Acronymes :

- **Tvx** : Travaux
- **Four** : Fournitures
- **Cons** : Services de Consultants
- **SFQC** : Sélection Fondée sur la Qualité et le coût
- **SQC** : Sélection fondée sur les Qualifications du consultant
- **SCI** : Sélection de Consultants Individuels

ANNEXES

ANNEXE 1 :

QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DES RISQUES LIES A LA PASSATION DES MARCHES

Désignation du projet : Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique (PVI)

Agence d'exécution : ANSI (Agence Nationale pour la Société de l'Information)

Facteur de risque 1: Responsabilité des décisions de passation de marchés au sein de l'Agence (ou des Agences) d'Exécution

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1:</u> L'Agence a-t-elle un système de responsabilité avec des responsabilités clairement définies et une délégation d'autorité (ou de pouvoir) par rapport à celui qui a le contrôle des décisions de passation de marchés ?	OUI : A travers son manuel de procédure	Faible
<u>Question 2:</u> Le processus décisionnel est-il formalisé et décrit dans un manuel et connu du personnel ?	OUI : Il existe un manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés utilisé par tout le personnel.	Faible
<u>Question 3:</u> Le système est-il effectif, par exemple, la délégation d'autorité se fait elle par écrit et en cohérence avec la pratique ?	OUI : La délégation d'autorité ne se fait pas par écrit et est cohérente avec la pratique. Ce serait bien de préciser ce qui est entendu par la Q3 cependant.	Faible

Commentaires d'ordre général : Conformément à l'Accord de Financement, une UGP disposant entre autres un Spécialiste Passation des Marchés et un Assistant, a été mise en place par Arrêté N°84/PRN/DIRCAB/ANSI du 14 octobre 2020. Les responsabilités du Coordonnateur, du Spécialiste Passation Marchés, du Contrôleur Financier logé à la Présidence de la République et de l'Ordonnateur Délégué des Fonds au Min. Plan sont clairement définis.

Facteur de risque 2: Manuels internes et Clarté du processus de passation des marchés

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1:</u> L'Agence a-t-elle un jeu bien documenté des règlementations relatives à la mise en œuvre de la passation des	OUI : Il existe un manuel des procédures administratives, financières, comptables et	Faible

marchés /manuel de procédures et qui s'appliquent aux marchés dans le cadre de ce projet et sont ils accessibles au personnel ?	de passation des marchés utilisé par tout le personnel.	
<u>Question 2</u> : La réglementation/les manuels offrent ils des instructions exhaustives et claires sur toutes les étapes du processus de passation des marchés (planification, évaluation, attribution, méthodes, seuils de revue, archivage des documents etc.)	OUI : Le manuel a décrit les étapes du processus de passation des marchés avec les méthodes, seuils de revue et l'archivage des documents.	Faible
<u>Question 3</u> : Le personnel de l'Agence comprend il les instructions et considère-t-il qu'elles sont effectivement appliquées ?	NON : A part les Spécialistes PM, le Le personnel de l'UGP comprend les instructions et considère qu'elles sont effectivement appliquées, mais cela devrait être renformé par une sensibilisation et une meilleure connaissance de STEP, les principaux points du Règlement, la PPSD, etc..	Elevé
<u>Question 4</u> : Les manuels et documents de politique (de passation de marchés) sont-ils bien disséminés et consultés par le personnel ?	NON : Pas pour tout le personnel impliqué dans la PM.	Modéré

Commentaires d'ordre général : Le projet a un manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés qui règlemente aussi l'activité de passation des marchés. Il est cependant important que les Spécialistes, le RAF, le Coordonnateur, etc. soient à un bon niveau d'information sur le Processus de Passation des Marchés qui est central dans le bon déroulement du Projet

Facteur de risque 3: Gestion des archives & Système de gestion des documents

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : L'Agence conserve-t-elle une version papier des dossiers et de tous les contrats et documents de passation des marchés ?	OUI, une version papier des dossiers et de tous les contrats et documents de passation des marchés sont conservés	Faible

<u>Question 2</u> : Y a-t-il un système (manuel or électronique) pour repérer facilement des dossiers spécifiques ?	OUI : il y a un système manuel pour repérer facilement des dossiers spécifiques	Faible
<u>Question 3</u> : Les dossiers sont-ils protégés contre les pertes et les accès non autorisés?	NON : Les dossiers sont tenus dans des bureaux sécurisés (uniquement par serrures). Le risque de perte ou accès n'est pas nul, car le personnel extérieur a accès aux bureaux des SPM et Assistant	Elevé

Commentaires d'ordre général : Tous les contrats et documents de passation des marchés sont conservés **et** archivés. Le niveau de sécurité pourrait être cependant amélioré, et il faudrait aussi envisager un archivage électronique des dossiers.

Facteur de risque 4: Dotation en personnel

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : L'Agence a-t-elle un personnel-clé expérimenté et ayant des acquis satisfaisants en passation des marchés, en général, et pour les projets financés par les partenaires au développement, en particulier ?	NON : Les agents qui y travaillent dans la passation des marchés ont quelques connaissances et expériences d'ordre général des Projets.	Elevé
<u>Question 2</u> : L'Agence a-t-elle ou bien a-t-elle accès à une expertise en gestion des contrats et des acquis dans la délivrance des opérations de passation de marchés à temps avec une qualité suffisante ?	OUI : L'UGP bénéficie du soutien des Experts Passation marchés de la Banque, a des renforcements de capacité, et aussi la possibilité d'échanger avec les autres SPM des Projets du Portefeuille au Niger.	Modéré
<u>Question 3</u> : La Direction de l'Agence veille-t-elle à ce que le personnel participe à des actions de renforcements de capacités afin d'assurer un développement continu des aptitudes en passation des marchés et gestion des contrats ?	OUI : Les agents qui travaillent dans la passation des marchés du Projet ont sollicité un renforcement de capacités en matière de passation des marchés et gestion des contrats en 2022	Modéré
<u>Question 4</u> : Existe-t-il un code d'éthique publié et connu qui décrit les comportements inacceptables en matière de passation de marchés ?	NON : Le code de marchés publics au Niger parle de l'éthique et de comportements inacceptables en matière de passation de marchés.	Modéré
<u>Question 5</u> : Le personnel est-il sélectionné sur la base d'une compétition ouverte avec des avantages qui permettent d'attirer de gros calibres ?	NON : Le personnel est sélectionné sur la base d'une compétition ouverte mais pas avec des avantages permettant d'attirer de gros calibres. Pour dernière preuve, nous n'arrivons pas à recruter un Auditeur Interne depuis 1 an,	Elevé

	malgré 2 processus, car les avantages offerts par le Projet ne sont pas à la hauteur	
--	--	--

Commentaires d'ordre général : le personnel a besoin des actions de renforcements de capacités afin d'assurer un développement continu des aptitudes en passation des marchés et de gestion des contrats. Il existe des problèmes pour recruter du personnel spécialisé aussi bien à l'UGP que pour la mise à disposition à l'ANSI

Facteur de risque 5: Planification de la Passation des Marchés

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1:</u> Des plans de passation de marchés réalistes sont-ils préparés en toute évidence au sein de l'Agence (sur la base des objectifs du projet, de quantités justifiables, de prix réalistes du marché, des délais d'exécution corrects, de la conservation, etc) et approuvés formellement ?	OUI : Un plan de passation des marchés préparé existe au sein de l'UGP. Il est approuvé par la Banque Mondiale. Mais des activités non prévues y sont ajoutées au fur à mesure de la mise en œuvre du Projet.	Faible
<u>Question 2:</u> L'allotissement des contrats est-il fait de façon à maximiser l'intérêt de soumissionnaires réputés ?	Oui : Le PPM va en tenir compte.	Modéré
<u>Question 3:</u> Les lots des marchés sont-ils de nature à défier les capacités de l'Agence en termes d'envergure, de complexité de calendrier (par exemple: appels d'offres en plusieurs étapes, marchés clés en main, concessions, fourniture et installation, marchés simultanés, etc.) ?	NON	Modéré
<u>Question 4:</u> Les plans de passation de marchés sont-ils habituellement mis à jour en prenant en compte les coûts, le calendrier, les étapes, les méthodes, le cash-flow, etc.) et y a-t-il une traçabilité de cela ?	OUI Les activités sont documentés dans STEP normalement « au fil de l'eau », même si il y a parfois des retards	Modéré
<u>Question 5:</u> L'Agence a-t-elle évalué les risques du secteur (relativement à la collusion, aux contraintes d'approvisionnement) et pris cela en compte dans le plan de passation des marchés ?	NON : L'Agence a évalué les risques du secteur sans expertise avérée même si cela est pris en compte dans le plan de passation des marchés	Modéré

Commentaires d'ordre général: les activités du projet sont contenues dans un plan de passation des marchés et exécutées au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet.

Facteur de risque 6: Documents d'appels d'offres, pré-qualification, listes restreintes et critères d'évaluation

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1:</u> La pré qualification est-elle basée sur des critères tout ou rien objectifs, clairement listés dans les documents et appropriés au marché ?	OUI : La pré qualification est évaluée selon l'éligibilité, l'expérience, les capacités techniques et les moyens financiers	Modéré
<u>Question 2:</u> Les listes restreintes sont-elles équilibrées et incluent elles, en général, des firmes hautement qualifiées qui ont manifesté leur intérêt ?	OUI : Les listes restreintes sont composées, des firmes qui ont manifesté leur intérêt et qui répondent aux qualifications demandées.	Faible
<u>Question 3:</u> Les dossiers d'appels d'offres /demandes de propositions, pour la passation des marchés, pour la première année, seront ils prêts, au plus tard à la date de signature du crédit ?	N/A : (cette PPSD est un peu particulière intervient 2eme année)	Modéré
<u>Question 4:</u> L'Agence utilise-t-elle les documents types nationaux pour l'appel d'offres national, documents types standardisés pour l'Agence proprement dite, le Pays ou bien le Secteur ?	NON : L'UGP utilise les dossiers types de la Banque Mondiale	Faible
<u>Question 5:</u> Les dossiers types nationaux pour la passation de marchés par appel d'offres national sont-ils acceptables pour leur usage dans le cadre d'un projet financé par la Banque?	OUI : Les dossiers types nationaux sont acceptables mais l'UGP utilise que les dossiers types de la Banque Mondiale	Faible
<u>Question 6:</u> Les spécifications techniques /termes de référence sont-ils de bonne qualité?	Oui : Les spécifications techniques sont de bonne qualité mais pas toujours les termes de référence. Un Consultant a été recruté pour aider la rédaction des TdR.	Substantiel

Commentaires d'ordre général : Pour tous ses marchés l'UGP utilise les dossiers types de la Banque Mondiale.

Facteur de risque 7: Publicité, conférence préalable à la préparation des soumissions /propositions et Soumission des offres/propositions

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : Les offres/propositions font-elles l'objet d'une publicité suffisante et adéquate dans des journaux de grande diffusion, facilement accessibles aux potentiels soumissionnaires et en conformité aux dispositions des directives de la Banque en matière de publicité ?	OUI. Les offres/propositions font l'objet d'une publicité suffisante et adéquate dans des journaux nationaux de grande diffusion et publiées dans l'UNDB à travers le STEP.	Faible
<u>Question 2</u> : le contenu des avis publiés (appels d'offres et sollicitations de manifestation d'intérêt) est-il suffisant pour permettre à un soumissionnaire/candidat potentiel de se déterminer par rapport à son intérêt à participer à la compétition ?	OUI. Les avis publiés sont suffisants pour permettre à un soumissionnaire potentiel de se déterminer	Faible
<u>Question 3</u> : Un temps suffisant est-il accordé aux soumissionnaires pour la préparation des offres/propositions en adéquation avec la complexité de la soumission ?	OUI. Un temps suffisant est accordé aux soumissionnaires pour la préparation des offres/propositions	Faible
<u>Question 4</u> : Y a-t-il des obstacles de nature à empêcher les soumissionnaires de retirer les dossiers d'appels d'offres ou bien de les déposer ?	NON aucun obstacle rencontré	Faible
<u>Question 5</u> : Des réponses claires sont-elles apportées à temps aux demandes d'éclaircissements provenant de soumissionnaires potentiels ?	OUI : les demandes d'éclaircissements ont des réponses claires	Faible
<u>Question 6</u> : Les offres sont-elles ouvertes en séance publique en présence des soumissionnaires /ou de leur représentants et immédiatement après le délai limite fixé pour le dépôt des offres ?	OUI : Mais avec la COVID 19 offres de prestations intellectuelles soumises électroniquement sont ouvertes en séance publique sans la présence des soumissionnaires pour la plupart en revanche pour Appel d'offres les soumissionnaires y prennent part.	Faible
<u>Question 7</u> : Le nombre d'offres reçu est-il raisonnable comparé au nombre de dossiers d'appels d'offres retirés /au nombre de soumissionnaires pré-qualifiés ?	OUI : Tous les soumissionnaires ayant acquis le DAO y participent en déposant leurs offres	Faible

<u>Question 8</u> : L'intégrité des offres/propositions est -elle garantie ?	OUI : l'intégrité des offres/propositions est garantie	Faible
--	--	--------

Commentaires d'ordre général: Les avis d'appel d'offres et les appels à candidature font l'objet d'une publicité suffisante et adéquate dans des journaux de grande diffusion et publiées dans l'UNDB à travers le STEP

Facteur de risque 8: Evaluation des offres et attribution du marché

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : Les évaluations sont-elles conduites de manière professionnelle et par des personnes dotées de l'expertise technique pour les fournitures/services objet du marché?	OUI : les évaluations sont conduites de manière professionnelle et par des personnes dotées de l'expertise technique. Mais nous avons pour certains dossiers techniques de la difficulté à mettre en place une CEI au niveau requis	Faible
<u>Question 2</u> : Les évaluations et qualifications sont-elles conduites correctement et sur la base des critères spécifiés dans les documents d'appels d'offres?	OUI : Les évaluations et qualifications sont conduites correctement et sur la base des critères spécifiés dans les documents d'appels d'offres.	Faible
<u>Question 3</u> : Y a-t-il des indices selon lesquels le processus de soumission/sélection a été manipulé de manière à favoriser un certain soumissionnaire ou y'a-t-il des modèles de soumissions inhabituels ?	NON : Aucun indice selon lequel le processus de sélection a été manipulé de manière à favoriser un certain soumissionnaire.	Faible
<u>Question 4</u> : En procédant à la revue des soumissions, a-t-on identifié des indices de fraude et corruption ?	NON : Il n'y a pas d'indices de fraude et corruption détectés.	Faible
<u>Question 5</u> : Prend-t-on les dispositions idoines pour s'assurer que le soumissionnaire gagnant est une entreprise légalement constituée et techniquement capable ?	OUI Au cours de l'analyse et de l'évaluation on s'assure de la qualité de de l'entreprise eu égard aux informations <u>demandées dans les TDRs</u>	Modéré
<u>Question 6</u> : Les rapports d'évaluation contiennent-ils tous les éléments essentiels et nécessaires pour leurs approbations, et incluent-ils une justification adéquate des décisions prises durant l'évaluation telles que les rejets d'offres ?	OUI Les rapports d'évaluation contiennent les éléments essentiels pour être approuvés mais le rejet d'une offre dépend de sa conformité aux renseignements demandés. La commission rejette une offre en accord avec les travaux d'analyse si l'entreprise ne satisfait pas aux critères essentiels demandés	Faible
<u>Question 7</u> : Y a-t-il en place un protocole pour garantir le secret de	OUI A l'entame des travaux d'analyse, les membres du comité	Faible

l'information durant le processus d'évaluation des offres?	signent une attestation d'engagement à ne pas divulguer les travaux.	
<u>Question 8</u> : Les contrats sont-ils attribués et rendus effectifs dans un délai raisonnable et substantiellement dans les mêmes proportions et la même étendue que les prévisions des dossiers d'appels d'offres ?	OUI dans la quasi-totalité des cas, les contrats sont attribués et rendus effectifs dans un délai raisonnable et substantiellement dans les mêmes proportions tels prévus dans les dossiers d'appels d'offres	Modéré
<u>Question 9</u> : L'Agence a-t-elle une politique de publication (attributions, debriefing, droit des soumissionnaires d'être informés) ?	OUI : L'UGP notifie aux candidats retenus et non retenus par une correspondance qui leurs sont adressées	Faible
<u>Question 10</u> : Y a-t-il des plaintes sérieuses/fréquentes par rapport aux évaluations ?	NON il n'y a eu encore des plaintes par rapport aux évaluations	Modéré

Commentaires d'ordre général : Les marchés et les contrats sont signés dans un délai raisonnable mais les plaintes des candidats ou soumissionnaires sont rares.

Facteur de risque 9: Revue des décisions de passation de marchés et résolution des plaintes

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : L'Agence a-t-elle un système formel, connu de la communauté des soumissionnaires, pour examiner et résoudre les plaintes de soumissionnaires à différents stades du processus de passation de marchés jusqu'à l'attribution du contrat ?	OUI. Tous les soumissionnaires sont censés connaître le processus de gestion des plaintes de la Banque Mondiale	Modéré
<u>Question 2</u> : Le système en place autorise-t-il la plainte à bénéficier d'un examen administratif outre l'examen judiciaire ?	OUI. En cas de plainte les plaignants peuvent bénéficier d'un examen administratif outre l'examen judiciaire	Modéré
<u>Question 3</u> : L'Agence tient-elle des informations sur le volume et la nature des plaintes en dressant les rapports y relatifs ?	Il n'y a pas eu des plaintes encore	Faible
<u>Question 4</u> : Le système est-il effectif et produit il des décisions justes et à temps qui protègent contre les représailles ?	Il n'y a pas encore un système formel de gestion des plaintes de soumissionnaires	Modéré

Commentaires d'ordre général: Si les plaintes arrivent à se produire, elles bénéficieront d'un traitement attentif de la part du projet en vue de chercher une bonne solution pour toutes les parties.

Facteur de risque 10: Administration et Gestion des contrats

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : Des mécanismes adéquats sont-ils en place pour le suivi de la passation des marchés, y compris la gestion des contrats?	OUI des mécanismes sont en place pour le suivi de la passation des marchés, y compris la gestion des contrats (donner quelques exemples de mécanismes)	Faible
<u>Question 2</u> : Les factures en provenance des fournisseurs sont elles généralement payées conformément aux prescriptions du contrat?	OUI les factures en provenance des fournisseurs sont généralement payées conformément aux prescriptions du contrat.	Faible
<u>Question 3</u> : Existe-t-il des procédures pour suivre la réception des fournitures, travaux et services mais aussi vérifier les quantités, la qualité, le respect des délais, et enfin contrôler les inventaires des biens?	OUI Un comité procède à la réception des fournitures, travaux et services mais aussi vérifier les quantités, la qualité, le respect des délais.	Faible
<u>Question 4</u> : Les contrats sont-ils en général exécutés en respect des spécifications, des délais sans modification excessive par rapport à leur étendue et leur prix, et toute variation de ces deux derniers facteurs est elle justifiée ?	OUI Les contrats sont exécutés en respect des spécifications, des délais sans modification excessive par rapport à leur étendue et leur prix, et toute variation de ces deux derniers facteurs est justifiée	Modéré
<u>Question 5</u> : Les amendements aux contrats sont-ils en général faits avec diligence et dans des délais raisonnables?	OUI S'i y a amendements aux contrats, ils sont faits avec diligence et dans des délais raisonnables	Faible
<u>Question 6</u> : Existe-t-il un lot de revendications contractuelles non satisfaites (par exemple : paiements, variations de quantités et/ou prix)?	NON Il n'a pas eu de lot de revendications contractuelles non satisfaites.	Modéré
<u>Question 7</u> : Y a-t-il une expérience relative à la mise en œuvre d'un système alternatif de résolution de conflits outre la voie judiciaire?	Il n'a pas eu une expérience relative à la mise en œuvre d'un système alternatif de résolution de conflits outre la voie judiciaire	Modéré

Commentaires d'ordre général ; Les factures en provenance des fournisseurs sont systématiquement traitées et payées conformément aux prescriptions du contrat ou du marché.

Facteur de risque 11 : Vérification de la passation des marchés

<u>Question</u>	<u>Réponse OUI /NON avec bref commentaire</u>	<u>Niveau de risque identifié</u>
<u>Question 1</u> : Les opérations de passation de marchés sont-elles soumises à des audits internes, externes réguliers?	OUI les opérations de passation de marchés sont soumises à des audits externes réguliers au moment de l'audit externe du projet.	Faible
<u>Question 2</u> : Les audits externes sont-ils menés par des structures indépendantes?	OUI les audits externes sont menés par des structures indépendantes	Faible
<u>Question 3</u> : L'étendue et la qualité des audits de la passation des marchés sont-elles satisfaisantes et incluent-elles l'inspection physique et la vérification de conformité?	OUI L'étendue et la qualité des audits de la passation des marchés sont satisfaisantes et incluent l'inspection physique et la vérification de conformité	Faible
<u>Question 4</u> : Les rapports d'audits sont-ils produits à temps et les recommandations relatives à la passation des marchés généralement mises en œuvre rapidement?	OUI Les rapports d'audits sont produits à temps et les recommandations relatives à la passation des marchés généralement mises en œuvre rapidement	Faible
<u>Question 5</u> : Existe-t-il une autre forme de vérification exercée par d'autres organisations externes indépendantes telles que la société civile, les agences anticorruption ou d'autres agences similaires?	NON aucune autre forme de vérification exercée par d'autres organisations externes indépendantes telles que la société civile, les agences anticorruption ou d'autres agences	Modéré

Commentaires d'ordre général: Le projet a recruté pour trois (3) exercices clos un cabinet d'audit externe pour vérifier les comptes du projet et les opérations de passation de marchés faites par le projet.

ANNEXE 2 : Tableau d'estimation des risques par marché

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
1	Assistance technique pour réaliser un diagnostic des contraintes légales et réglementaires visant à accroître les investissements privés dans les TIC	Cons.	600 000	- Qualité des TdRs ;	3	3	9
2	Assistance technique pour accroître la capacité du régulateur (ARCEP) à définir, contrôler et faire respecter les obligations de couverture des opérateurs mobiles	Cons.	200 000	- Qualité des livrables ;	4	4	16
3	Appui à la mise en œuvre d'exemptions et/ou de mécanismes de simplification en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	Cons.	150 000	- Qualité des TdRs ; - Disponibilité des prestataires ; - Qualité des livrables ;	5	3	15
4	Étude visant à évaluer la possibilité d'utiliser les adresses de code Google Plus ou autre solution	Cons.	200 000	- RAS	2	2	4
5	Recrutement d'un consultant (firme) en charge de l'identification et de l'élaboration des textes juridiques et réglementaires favorables à la finance et à l'innovation numérique au Niger	Cons.	100 000	- Qualité des TdRs ; - Disponibilité des prestataires ; - Qualité des livrables ;	4	3	12
6	Recrutement d'un cabinet pour la préparation et l'implémentation d'un	Cons.	100 000	- RAS	2	2	4

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
	programme d'éducation financière et de réformes						
7	Recrutement d'un cabinet pour la mise en œuvre d'un programme de protection de consommateurs et de réformes	Cons.	100 000	- RAS	2	2	4
8	Support à la CENTIF pour la préparation de textes de lois et réformes pour les mesures KYC basées sur les risques	Cons.	100 000	- Disponibilité des prestataires ;	4	3	12
9	Recrutement d'un consultant individuel pour la mise en œuvre d'une solution permettant d'utiliser des adresses de code Google Plus ou autre solution pour la localisation et le suivi des bénéficiaires	Cons.	50 000	- RAS	2	2	4
10	Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer une étude environnementale et sociale dans certains sites à connecter	Cons.	17 241	- RAS	2	2	4
11	Recrutement d'un consultant (firme) pour l'Évaluation de 200 sites de la phase 1	Cons.	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
12	Recrutement du Cabinet (firme) chargé de la Gestion des subventions de la Composante 2	Cons.	50 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16
13	Recrutement du Consultant (firme) chargé du suivi et du contrôle des installations des sites - 1 an	Cons.	50 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
14	Sélection d'opérateurs pour la fourniture de la connectivité numérique dans les zones rurales	Fournitures	60 000 000	- Qualité des spécifications techniques et du programme de travail ; - Qualité des livrables ; - Incapacité du Client à contrôler le prestataire ;	4	5	20
15	Financer les solutions énergétiques solaires pour une électrification rudimentaire "de base" pour les villages ciblés par le projet	Fournitures	1 000 000	- Non-respect des délais ; - Qualité des livrables ;	4	4	16
16	Sélection d'un cabinet de consultant pour l'élaboration d'un manuel d'exécution des activités relatives à l'inclusion financière numérique (PPA). (Cond de démarrage de la Composante 3)	Cons.	200 000	- RAS	2	2	4
17	Etude sur l'utilisation du Mobile money dans les zones rurales	Cons.	200 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
22	Recrutement d'un cabinet/firme pour une étude sur les paiements marchands dans les zones rurales	Cons.	150 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
23	Recrutement d'une firme pour élaborer et mener des programmes de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention	Cons.	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12






N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
24	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 2e année	Cons.	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
25	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 3e année	Cons.	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
26	Programme de campagnes de finance et d'alphabétisation numériques dans les villages d'intervention - 4e année	Cons.	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
27	Sélection d'un consultant chargé d'identifier les localités d'implantation des centres numériques	Services de consultants	50 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
28	Recrutement d'un architecte chargé de concevoir l'architecture technique des centres numériques en zones rurales	Services de consultants	50 000	- RAS	2	2	4
29	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la première année	Services de consultants	200 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16
30	Recrutement d'une firme pour la gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la deuxième année	Services de consultants	200 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
31	Gestion des subventions de la C3 (centres numériques, dispositifs et Fintechs) pour la troisième année	Services de consultants	200 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16
32	Recrutement d'une firme en charge de la sensibilisation et de la communication sur l'inclusion financière numérique	Services de consultants	100 000	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
35	Création d'une plateforme pour la numérisation de la chaîne de valeur agricole	Services de consultants	500 000	- RAS	2	2	4
36	Recrutement d'une firme pour l'élaboration d'une feuille de route pour l'enrôlement des coopératives dans le cadre de la numérisation des paiements versés aux coopératives agricoles	Services de consultants	100 000	- RAS	2	2	4
37	Déploiement progressif de la solution dans les fédérations et coop.	Services de consultants	50 000	- RAS	2	2	4
40	Mise en place du ERP à CAIMA	Cons.	500 000	- Qualité des TdRs ; - Qualité des livrables ;	3	4	12
41	Déploiement progressif de la solution chez les grossistes et détaillants	Cons.	50 000	- RAS	2	2	4

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
42	Etude sur l'évaluation des infrastructures digitales de paiement et de traitement des données	Cons.	200 000	- Qualité des livrables ;	4	4	16
43	Recrutement d'une firme sur l'identification des données à collecter dans le cadre de la création de la plateforme de données numériques pour permettre aux populations rurales d'accéder à des comptes formels et à des services financiers mieux adaptés	Cons.	200 000	- Qualité des livrables ;	4	4	16
44	Recrutement d'une firme pour la création d'une plate-forme de données numériques qui comprendra un système d'évaluation du crédit et un registre e-KYC	Fournitures	3 200 000	- Qualité des spécifications techniques et du programme de travail ; - Qualité des livrables ; - Incapacité du Client à contrôler le prestataire ;	4	5	20
45	Elaboration d'applications simples pour la mise à jour des données des utilisateurs	Cons.	100 000	- RAS	2	2	4
46	Interface de la plate-forme de données avec les institutions financières participantes et les plates-formes existantes et à créer	Cons.	200 000	- Qualité des TdRs ; - Qualité des livrables ;	4	4	16
47	Assistance technique pour l'opérationnalisation de la plateforme de données numériques	Cons.	1 000 000	- Défaillance du prestataire à long terme ;	4	4	16

N°	Libellé du marché	Type	Montant Global (US\$)	Criticité			
				Risque	Probabilité	Impact	Criticité
48	Sélection d'un Consultant pour l'élaboration d'un manuel de Suivi Evaluation	Cons.	17 241	- RAS	2	2	4
49	Sélection d'un Consultant pour faire l'enquête et sondage des indicateurs du Projet	Cons.	60 345	- Mobilité des experts sur le terrain ;	4	3	12
50	Acquisition véhicule 4*4 Double Cabine Diesel	Fournitures	31 897	- RAS	2	2	4
51	Equipements (200 tablettes/smartphones/laptop) pour des populations cibles - phase pilotes / ANSI)	Fournitures	34 483	- RAS	2	2	4

Nomenclature en couleur

-  Critique et montant élevé
-  Critique et montant élevé
-  Peu critique et montant élevé
-  Critique et montant faible
-  Peu critique et montant faible

Annexe 3

Thresholds for Procurement Approaches and Methods (US\$ thousands) As of June 15, 2016									
		Works			Goods, IT and non-consulting services			Shortlist of national consultants	
Country	Region	Open international ≥	Open national <	RfQ ≤	Open international ≥	Open national <	RfQ ¹ ≤	Consulting services <	Engineering & construction supervision ≤
Maldives	SAR	1,000	1,000	50	100	100	25	200	N/A
Mali	AFR	15,000	15,000	200	3,000	3,000	100	200	400
Mauritania	AFR	10,000	10,000	200	1,000	1,000	100	100	300
Mauritius	AFR	3,000	3,000	200	1,000	1,000	100	200	300
Mexico	LAC	25,000	25,000	500	6,000	6,000	100	1,000	N/A
Moldova	ECA	5,000	5,000	200	1,000	1,000	100	300	N/A
Marshall Islands	EAP	5,000	5,000	1,000	1,000	1,000	500	N/A	N/A
Mongolia	EAP	3,000	3,000	200	300	300	100	100	N/A
Montenegro	ECA	5,000	5,000	200	1,000	1,000	100	300	N/A
Morocco	MENA	15,000	15,000	300	3,000	3,000	200	300	N/A
Mozambique	AFR	15,000	15,000	200	3,000	3,000	100	300	300
Myanmar	EAP	2,000	2,000	200	500	500	100	100	N/A
Namibia	AFR	10,000	10,000	200	1,000	1,000	100	200	300
Nepal	SAR	5,000	5,000	25	1,000	1,000	25	300	N/A
Nicaragua	LAC	5,000	5,000	50	500	500	30	300	N/A
Niger	AFR	5,000	5,000	200	500	500	100	100	200
Nigeria	AFR	20,000	20,000	200	5,000	5,000	100	300	500
Organization of Eastern Caribbean States	LAC	3,000	3,000	200	1,000	1,000	100	300	N/A
Pakistan	SAR	20,000	20,000	100	2,000	2,000	100	500	N/A
Panama	LAC	7,500	7,500	70	750	750	50	300	N/A
Palau	EAP	5,000	5,000	1,000	1,000	1,000	500	N/A	N/A
Papua New Guinea	EAP	5,000	5,000	1,000	1,000	1,000	500	100	N/A
Paraguay	LAC	5,000	5,000	250	1,000	1,000	50	200	N/A
Peru	LAC	10,000	10,000	250	500	500	50	350	N/A

2. Bank's Procurement prior review thresholds

- 2.1 Except as provided in paragraphs 2.3 below, all Bank-financed contracts at or above the thresholds set out in table 1 below are subject to the Bank's procurement prior review.

Table 1
Procurement Prior Review Thresholds (US\$ millions)

Type of procurement	High risk	Substantial risk	Moderate risk	Low risk
Works (including turnkey, supply & installation of plant and equipment, and PPP)	5	10	15	20
Goods, information technology and non-consulting services	1.5	2	4	6
Consultants: firms	0.5	1	2	4
Consultants: individuals	0.2	0.3	0.4	0.5

NE-PCU-SV-225496-CS-QCBS / Sélection d'un cabinet de consultants (Firme) pour une évaluation des infrastructures digitales de paiement et de traitement de données au Niger	IDA / V2450	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International	150,000.00	112,434.84	Achévé	2021-03-23	2021-03-21	2021-04-13	2021-09-01	2021-05-27	2021-11-13		2021-06-24	2021-12-24	2021-07-24	2022-01-05	2021-08-28	2022-02-03	2021-10-02	2022-03-27	2022-10-02	2022-10-01
CS-FIRME-10 / Définition du concept d'un village intelligent, PPP, et Programme de rehabilitation dans les villages	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - National	300,000.00	0.00	Annulé	2019-12-19		2020-01-09		2020-02-22			2020-03-21	2020-04-20			2020-05-25		2020-06-29		2021-06-29	
CS-FIRME-11 / Etude sur les besoins numériques des camps de réfugiés	IDA / V2450	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National	200,000.00	0.00	Annulé	2020-01-08		2020-01-29		2020-03-13							2020-04-12		2020-05-17		2020-11-13	
NE-PCU-SV-161011-CS-QOS / Recrutement d'une firme chargée de l'élaboration des études préparatoires du Projet Villages Intelligents.	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	60,000.00	0.00	Annulé	2020-03-23		2020-04-13		2020-05-27							2020-06-26		2020-07-31		2021-01-27	
NE-PCU-SV-186068-CS-QCBS / Sélection d'un cabinet de consultants pour l'élaboration d'un Manuel d'exécution des activités relatives à l'inclusion financière numérique	IDA / V2450	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International	100,000.00	0.00	Annulé	2020-09-07	2020-01-06	2020-09-28		2020-11-11		2020-12-09	2021-01-08				2021-02-12		2021-03-19		2022-03-19	
NE-PCU-SV-243501-CS-QOS / Recrutement d'un Consultant (Firme) pour l'Enrichissement et la Finalisation de la Politique de Développement du Numérique du Niger (2021-2030)	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	100,000.00	115,887.40	Achévé	2021-07-23	2021-07-25	2021-08-13		2021-09-26	2021-09-02						2021-10-26	2021-11-16	2021-11-23	2021-12-08	2022-05-22	2022-04-18
NE-PCU-SV-253334-CS-QOS / Recrutement d'un cabinet de consultants (Firme) pour une étude sur les paiements marchands dans les zones rurales	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National	200,000.00	160,003.00	Achévé	2021-09-30	2021-09-29	2021-10-21	2021-10-04	2021-12-04	2021-12-25						2022-01-03	2022-02-14	2022-02-07	2022-02-27	2022-08-06	2022-05-28
NE-PCU-SV-253368-CS-QOS / Recrutement d'un consultant (Firme) en charge de l'identification et de l'élaboration des textes juridiques et réglementaires favorables à la finance et à l'innovation numériques au Niger	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National	100,000.00	104,936.84	Signé	2021-09-30	2021-09-29	2021-10-21	2021-11-03	2021-12-04	2022-01-11						2022-01-03	2022-02-21	2022-02-07	2022-03-23	2022-08-06	
NE-PCU-SV-257056-CS-QOS / Sélection d'un cabinet en charge de la gestion des subventions de la Composante3	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	200,000.00	203,018.13	Signé	2021-11-10	2021-10-19	2021-12-01	2021-11-23	2022-01-14	2022-01-14						2022-02-13	2022-03-01	2022-03-20	2022-03-19	2022-09-16	
NE-PCU-SV-257060-CS-QOS / Sélection d'un cabinet (firme) en charge de la mise en œuvre de la campagne d'alphabétisation numérique et d'éducation financière	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	100,000.00	128,606.00	Achévé	2021-11-10	2021-10-19	2021-12-01	2021-10-28	2022-01-14	2022-02-11						2022-02-13	2022-03-10	2022-03-20	2022-04-23	2022-09-16	2022-08-10
NE-PCU-SV-256676-CS-QOS / Sélection d'un consultant (firme) pour l'Elaboration d'une Stratégie Nationale d'Equité Numérique	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National	80,000.00	61,395.50	Achévé	2021-10-28	2021-10-28	2021-11-18	2021-11-16	2022-01-01	2022-01-21						2022-01-31	2022-02-21	2022-03-07	2022-03-15	2022-09-03	2022-08-27
NE-PCU-SV-280012-CS-QOS / Recrutement d'une firme sur l'identification des données à collecter dans le cadre de la création de la plateforme de données numériques pour permettre aux populations rurales d'accéder à des comptes formels et à des services financiers mieux adaptés	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	100,000.00	196,028.92	Achévé	2022-06-22	2022-03-01	2022-07-13	2022-03-21	2022-08-26	2022-06-09						2022-09-25	2022-08-11	2022-10-30	2022-10-03	2023-04-28	
NE-PCU-SV-280357-CS-QOS / Recrutement d'un cabinet (firme) en charge d'une campagne de sensibilisation et de communication sur l'inclusion financière numérique au niveau national	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	100,000.00	0.00	Annulé	2022-04-30	2022-03-01	2022-05-21	2022-03-31	2022-07-04	2022-05-31						2022-08-03		2022-09-07		2023-03-06	
NE-PCU-SV-280374-CS-QOS / Sélection d'un Cabinet (Firme) pour déterminer les Indicateurs de performance (enquêtes et sondages) du Projet	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	130,000.00	116,706.91	Achévé	2022-04-30	2022-04-13	2022-05-21	2022-04-13	2022-07-04	2022-06-06						2022-08-03	2022-07-08	2022-09-07	2022-08-10	2023-03-06	2022-12-19
NE-PCU-SV-289279-CS-QOS / Recrutement d'un cabinet (firme) pour l'élaboration d'une feuille de route et l'entière des organisations de coopératives, et des grossistes, d'étaillants d'intrants dans le cadre de la numérisation des paiements dans la chaîne de	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - International	400,000.00	0.00	Signé	2022-06-30	2022-04-20	2022-07-21	2022-04-21	2022-09-03	2022-06-23		2022-10-01	2022-07-14	2022-10-31	2022-07-16	2022-12-05	2022-08-26	2023-01-09	2022-10-11	2024-01-09	
NE-PCU-SV-278943-CS-QOS / Recrutement d'un cabinet (firme) pour l'élaboration d'une feuille de route et l'entière des organisations de coopératives, et des grossistes, d'étaillants d'intrants dans le cadre de la numérisation des paiements dans la chaîne de	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	100,000.00	0.00	Annulé	2022-04-30	2022-03-01	2022-05-21	2022-03-15	2022-07-04							2022-08-03		2022-09-07		2023-03-06	
NE-PCU-SV-280425-CS-QOS / Recrutement d'un cabinet (firme) pour l'amélioration du cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur des communications électroniques	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - International	130,000.00	0.00	Annulé	2022-05-30	2022-03-01	2022-06-20		2022-08-03							2022-09-02		2022-10-07		2023-04-05	

NE-PCU-SV-293723-CS-QCBS / Amélioration du cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur des communications électroniques - Recrutement de Consultant (Firme)	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - Internationa		250,000.00	0.00	Achévé	2022-08-31	2022-05-16	2022-09-21	2022-06-16	2022-11-04	2022-08-16			2022-12-02	2022-09-08	2023-01-01	2022-08-12	2023-02-05	2022-10-07	2023-03-12	2022-12-31	2024-03-11	
NE-PCU-SV-283893-CS-QDS / Recrutement du Consultant / Cabinet (Ingénieur conseil) chargé du contrôle, de l'évaluation et de recette des installations des sites	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		175,000.00	0.00	Signé	2022-08-31	2022-05-16	2022-09-21	2022-07-17	2022-11-04	2022-09-02							2022-12-04	2022-11-13	2023-01-08	2022-12-08	2023-07-07	
NE-PCU-SV-297290-CS-QDS / Recrutement d'une Firmcia binet en charge de la conception, du déploiement et de la maintenance d'un système d'e-Voucher (bons électroniques) pour la gestion de subventions des dispositifs de paiement	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		100,000.00	0.00	Annulé	2022-08-31	2022-06-10	2022-09-21	2022-07-07	2022-11-04								2022-12-04		2023-01-08		2023-07-07	
NE-PCU-SV-293906-CS-QDS / Recrutement d'un cabinet/firme en charge de la campagne nationale d'alphabétisation numérique et d'éducation financière	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - Internationa		275,000.00	0.00	Annulé	2022-08-30		2022-09-20		2022-11-03				2022-12-01		2022-12-31		2023-02-04		2023-03-11		2024-03-10	
NE-PCU-SV-278945-CS-QDS / Recrutement d'un cabinet de consultants (firme) en charge d'une campagne de vulgarisation des lois relatives à la finance numérique au Niger	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		100,000.00	0.00	Annulé	2022-04-30	2022-03-01	2022-05-21		2022-07-04								2022-08-03		2022-09-07		2023-03-06	
NE-PCU-SV-309340-CS-QDS / Recrutement d'un Consultant (Firme) en charge de la réalisation d'une campagne nationale de communication et sensibilisation sur l'Inclusion Financière Numérique	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		250,000.00	0.00	Signé	2022-08-15	2022-04-04	2022-09-05		2022-10-19	2022-10-31							2022-11-18	2022-12-14	2022-12-23	2023-01-04	2023-06-21	
NE-PCU-SV-321313-CS-QDS / Sélection d'un cabinet en charge d'un plan de communication pour la compétition de plans d'affaires des start-up et fintechs pour le développement de nouveaux produits financiers numériques	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Limited		40,000.00	0.00	Achévé	2022-12-20	2023-01-16			2023-01-03	2022-08-31							2023-02-02	2022-08-15	2023-03-09	2022-10-25	2023-09-05	2023-05-31
NE-PCU-SV-321315-CS-QDS / Sélection d'un cabinet en charge du développement d'une application pour la gestion de la compétition de plans d'affaires des start-up et fintechs	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Limited		10,000.00	0.00	Achévé	2022-12-30	2023-01-16			2023-01-13	2022-09-21							2023-02-12	2022-10-28	2023-03-19	2022-11-19	2023-09-15	2023-01-19
NE-PCU-SV-322595-CS-QDS / Accompagnement à la mise en œuvre d'une plateforme de numérisation des paiements et une plateforme des données numériques intégrant un système de notation de crédits et de registre e-kyc	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		250,000.00	0.00	Annulé	2022-12-28	2022-11-18	2023-01-18										2023-04-02		2023-05-07		2023-11-03	
NE-PCU-SV-322597-CS-QDS / Sélection d'un cabinet/firme pour une assistance technique pour réaliser le document de stratégie numérique de l'enseignement supérieur au Niger pour la période 2023-2028	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		120,000.00	0.00	Annulé	2022-12-29		2023-01-19		2023-03-04								2023-04-03		2023-05-08		2023-11-04	
NE-PCU-SV-323857-CS-QDS / Recrutement d'une agence de communication pour accompagner le projet dans sa stratégie de communication sur l'utilisation des dispositifs de paiement électronique	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		278,000.00	0.00	Annulé	2022-12-28		2023-01-18										2023-04-02		2023-05-07		2023-11-03	
NE-PCU-SV-306950-CS-QDS / Recrutement d'un centre incubateur pour l'assistance technique aux Fintechs et à l'innovation numérique	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - Internationa		400,000.00	0.00	Annulé	2022-08-17		2022-09-07						2022-11-18		2022-12-18		2023-01-22		2023-02-26		2024-02-26	
NE-PCU-SV-358614-CS-QDS / Recrutement d'un cabinet pour l'élaboration d'un plan directeur de la cité de l'innovation (Sadoré)	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - National		50,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-07-15	2023-05-16	2023-08-05	2023-05-18		2023-09-18							2023-10-18		2023-11-22		2024-05-20	
NE-PCU-SV-359928-CS-QDS / Recrutement d'un consultant (firme) pour la mise en conformité des cahiers des charges des opérateurs de réseaux tenant compte de la neutralité technologique pour le compte de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP)	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		200,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-06-15	2023-05-16	2023-07-06	2023-05-25	2023-08-19								2023-09-18		2023-10-23		2024-04-20	
NE-PCU-SV-362244-CS-QDS / Recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une enquête sur les risques liés aux services financiers numériques au Niger	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection fondée sur les qualifications des consultants	Open - Internationa		100,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-07-15	2023-06-01	2023-08-05	2023-06-08	2023-09-18								2023-10-18		2023-11-22		2024-05-20	
NE-PCU-SV-391195-CS-QCBS / Recrutement d'un cabinet de consultant pour l'audit externe des exercices clos 2023, 2024 et 2025 du Projet	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Sélection fondée sur la qualité et le coût	Open - Internationa		60,000.00	0.00	En attente d'exécution	2023-11-30		2023-12-21		2024-02-03				2024-03-02		2024-04-01		2024-05-06		2024-06-10		2025-06-10	

INDIVIDUAL CONSULTANTS																			
Activity Reference No. / Description	Loan / Credit No.	Component	Review Type	Method	Market Approach	Contract Type	Estimated Amount (US\$)	Actual Amount (US\$)	Process Status	Terms of Reference		Invitation to Identify/Selected Consultant		Draft Negotiated Contract		Signed Contract		Contract Completion	
										Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual	Planned	Actual

NE-PCU-SV-144372-CS-INDV / Préparation d'un Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES)	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	44,118.70	Achévé	2019-11-06	2020-02-24	2019-12-25	2019-04-30	2020-01-15	2019-05-16	2020-02-19	2020-06-22	2020-08-17	2020-07-10
CS-INDV-3 / Etude règlementaire sur le partage des infrastructures et le "Roaming national"	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	64,728.80	Achévé	2019-12-02	2021-03-09	2020-01-20	2021-08-17	2020-02-10	2021-08-11	2020-03-16	2021-09-27	2020-09-12	2021-11-29
CS-INDV-5 / Etude sur l'utilisation du Fond d'Accès Universel (FAU)	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	0.00	Annulé	2019-12-15	2020-02-24	2020-02-02		2020-02-23		2020-03-29		2020-09-25	
CS-INDV-6 / Consultant pour préparer le Manuel de Procédures du Projet	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		50,000.00	15,826.53	Achévé	2019-11-20	2020-02-24	2020-01-08	2019-08-26	2020-01-29	2021-03-12	2020-03-04	2021-05-13	2020-08-31	2021-09-02
CS-INDV-7 / Evaluation des besoins en infrastructures de paiement des différentes parties : Direction du Trésor, CAI MA, etc.	IDA / V2450	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	0.00	Annulé	2019-12-20		2020-02-07			2020-02-28		2020-04-03		2020-09-30
CS-INDV-19 / Spécialiste, Finance Inclusive et Finance Numérique	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	33,063.48	Signé	2020-02-24	2020-05-22	2020-04-13	2021-01-22	2020-05-04	2021-01-25	2020-06-08	2021-02-11	2020-12-05	
CS-INDV-14 / Spécialiste, Passation des Marchés	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	2,770.26	Signé	2020-02-28	2019-02-04	2020-04-17	2019-06-28	2020-05-08	2019-10-07	2020-06-12	2019-10-21	2020-12-09	
CS-INDV-22 / Assistant, Gestion Financière	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		20,000.00	16,251.84	Signé	2020-02-28	2020-12-11	2020-04-17	2021-06-09	2020-05-08	2021-07-01	2020-06-12	2021-07-16	2020-12-09	
CS-INDV-13 / Coordinateur UGP	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		50,000.00	3,676.16	Signé	2020-02-28	2018-10-01	2020-04-17	2019-04-15	2020-05-08	2019-06-25	2020-06-12	2019-07-10	2020-12-09	
CS-INDV-15 / Spécialiste, Gestion Financière	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	2,762.37	Signé	2020-02-28	2019-02-04	2020-04-17	2019-07-01	2020-05-08	2019-09-20	2020-06-12	2019-10-03	2020-12-09	
CS-INDV-20 / Assistant Coordinateur	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		20,000.00	0.00	Annulé	2020-02-28	2020-12-11	2020-04-17			2020-05-08		2020-06-12		2020-12-09
CS-INDV-21 / Assistant, Passation des marchés	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		20,000.00	1,365.70	Achévé	2020-02-28	2020-12-23	2020-04-17	2021-06-02	2020-05-08	2021-06-18	2020-06-12	2021-07-06	2020-12-09	
CS-INDV-23 / Comptable Principal	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		28,000.00	1,988.91	Achévé	2020-02-24	2019-02-04	2020-04-13	2019-06-28	2020-05-04	2019-09-20	2020-06-08	2019-10-04	2020-12-05	2023-01-02
CS-INDV-16 / Spécialiste, Savoirs Environnementaux et Sociaux	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	2,781.59	Signé	2020-02-28	2019-02-21	2020-04-17	2019-07-19	2020-05-08	2019-09-17	2020-06-12	2019-10-01	2020-12-09	
NE-PCU-SV-161006-CS-INDV / Recrutement d'un spécialiste en paiement numérique	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	2,394.05	Achévé	2020-02-28	2020-07-08	2020-04-17	2021-04-13	2020-05-08	2021-05-02	2020-06-12	2021-05-31	2020-12-09	2022-08-04
CS-INDV-4 / Consultant (Expert TDRS) pour préparer des termes de référence	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		50,000.00	28,815.21	Achévé	2019-12-05	2021-03-01	2020-01-23	2021-07-27	2020-02-13	2021-08-15	2020-03-19	2021-09-20	2020-09-15	2022-08-23
NE-PCU-SV-161006-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer la Stratégie de Passation des Marchés du Projet Villages Intelligents (PPSD).	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	13,792.81	Résilié	2020-03-16	2020-05-22	2020-05-04	2020-02-17	2020-05-25	2021-02-22	2020-06-29	2021-04-29	2020-12-26	
CS-INDV-24 / Spécialiste en Suivi-Evaluation	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		30,000.00	2,788.44	Signé	2020-05-22	2020-07-08	2020-07-10	2021-03-15	2020-07-31	2021-05-14	2020-09-04	2021-06-26	2021-03-03	
CS-INDV-18 / Spécialiste, Technologies Numériques	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	2,712.53	Signé	2020-05-22	2020-07-08	2020-07-10	2021-03-03	2020-07-31	2021-03-23	2020-09-04	2021-04-03	2021-03-03	
NE-PCU-SV-202313-CS-INDV / Recrutement d'un (e) consultant (e) individuel (le) pour la mise en place du site Web Institutionnel du Projet Villages Intelligents.	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Limited		25,000.00	17,102.43	Achévé	2020-11-13	2020-12-23	2020-11-18	2021-03-08	2020-12-09	2021-03-25	2021-01-13	2021-04-04	2021-07-12	2021-04-12
CS-INDV-30 / Spécialiste de la Prospective et du Développement des Usages Numériques (SPDUN)	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	30,193.20	Signé	2021-02-26	2021-02-26	2021-04-16	2022-01-21	2021-05-07	2022-03-03	2021-06-11	2022-03-28	2021-12-08	
CS-INDV-31 / Spécialiste des Systèmes d'Information et du Numérique (SSIN)	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	30,151.98	Signé	2021-02-26	2021-02-26	2021-04-16	2022-01-21	2021-05-07	2022-02-28	2021-06-11	2022-03-28	2021-12-08	
CS-INDV-25 / Etude sur la gouvernance du Fonds d'Accès Universel (FAU) au Niger	IDA / V2450	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		20,000.00	18,932.55	Achévé	2021-05-14	2021-05-16	2021-07-02	2021-08-17	2021-07-23	2021-09-10	2021-08-27	2021-09-17	2022-02-23	2022-03-08
CS-INDV-26 / Charge de Communication	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Limited		10,000.00	12,971.81	Achévé	2021-05-20	2021-05-19	2021-05-25	2021-06-03	2021-06-15	2021-06-30	2021-07-20	2021-07-12	2022-01-16	2021-12-29
CS-INDV-2 / Etude d'Evaluation des pilotes "Villages Intelligents"	IDA / V2450	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	0.00	Annulé	2019-12-02		2020-01-20		2020-02-10		2020-03-16		2020-09-12	
NE-PCU-SV-246537-CS-CDS / Recrutement d'un Consultant Individuel pour la sélection d'au moins 150 localités pour les Centres Numériques dans les zones rurales	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Individuel	Open		35,000.00	25,527.45	Achévé	2021-08-23	2021-08-23	2021-10-11	2021-11-15	2021-11-01	2021-12-17	2021-12-06	2022-01-07	2022-06-04	2022-05-11

NE-PCU-SV-252171-CS-INDV / RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL (ARCHITECTE) CHARGÉ DE CONCEVOIR L'AMÉNAGEMENT DES CENTRES NUMÉRIQUES EN ZONES RURALES	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Individuel	Open		30,000.00	26,772.48	Achévé	2021-09-15	2021-09-13	2021-11-03	2021-11-15	2021-11-24	2021-12-10	2021-12-29	2022-04-15	2022-06-27	2023-06-23
NE-PCU-SV-252189-CS-CDS / Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer la Stratégie de Passation des Marchés du Projet Villages Intelligents (PPSD).	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct		40,000.00	23,681.70	Achévé	2021-10-06	2021-10-19	2021-10-16	2021-10-20		2021-12-20	2021-11-21	2022-06-18	2022-03-05	
NE-PCU-SV-256681-CS-INDV / Sélection d'un consultant individuel pour le renforcement des capacités des hauts responsables gouvernementaux et des parlementaires aux enjeux de l'Économie numérique.	IDA / 66880	1. Enabling environment	A posteriori	Individuel	Open		100,000.00	93,318.60	Achévé	2021-10-22	2022-02-21	2021-12-10	2022-04-06	2021-12-31	2022-04-12	2022-02-04	2022-05-06	2022-08-03	2022-06-14
NE-PCU-SV-209288-CS-INDV / Recrutement d'un (e) Audit(eur) Interne	IDA / V2450	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open		40,000.00	0.00	Annulé	2020-12-18	2020-12-23	2021-02-05		2021-02-26	2021-04-02		2021-09-29		
NE-PCU-SV-260464-CS-INDV / Recrutement d'un Consultant Individuel pour la rédaction du Manuel de Procédures de la Composante 5 (CERC-Ur général)	IDA / 66880	5. Contingent Emergency Response Component	A posteriori	Individuel	Open		20,000.00	0.00	Annulé	2021-11-15		2022-01-03		2022-01-24	2022-02-28		2022-08-27		
NE-PCU-SV-280408-CS-INDV / Recrutement d'un Consultant Telecom pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		10,000.00	7,247.79	Achévé	2022-03-10	2022-02-28	2022-03-15	2022-03-11	2022-04-05	2022-04-13	2022-05-10	2022-05-06	2022-11-06	2022-08-19
NE-PCU-SV-280416-CS-INDV / Recrutement d'un consultant en Finance pour assister le CEI dans l'analyse des dossiers 2100 sites	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		10,000.00	7,972.57	Achévé	2022-03-10	2022-02-28	2022-03-15	2022-03-11	2022-04-05	2022-04-13	2022-05-10	2022-05-06	2022-11-06	2022-08-31
NE-PCU-SV-280418-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour le coaching dans l'analyse et l'évaluation des dossiers de 2100 sites	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		10,000.00	8,455.76	Achévé	2022-03-10	2022-02-28	2022-03-15	2022-03-11	2022-04-05	2022-04-13	2022-05-10	2022-05-05	2022-11-06	2022-07-21
NE-PCU-SV-293899-CS-INDV / Sélection d'un Consultant individuel pour l'élaboration d'un manuel de Suivi Evaluation du Projet	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		20,000.00	14,492.13	Achévé	2022-07-30	2022-05-16	2022-08-04	2022-05-26	2022-08-25	2022-07-04	2022-09-29	2022-07-31	2023-03-28	2022-10-31
NE-PCU-SV-321320-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour la mise en place d'un système d'archive électronique du projet	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Limited		40,000.00	0.00	Annulé	2022-12-15	2022-11-16	2022-12-20		2023-01-10	2023-02-14		2023-08-13		
NE-PCU-SV-321715-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour la rédaction d'une stratégie d'accès universel au Niger et plan d'action triennal 2023-2025	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		75,000.00	0.00	Achévé	2022-12-15	2023-01-16	2022-12-20	2022-12-07	2023-01-10	2023-01-25	2023-02-14	2023-03-15	2023-08-13	
NE-PCU-SV-321718-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer un plan directeur d'aménagement numérique du territoire	IDA / 66880	2. Developing rural connectivity	A posteriori	Individuel	Limited		50,000.00	0.00	Achévé	2022-12-22	2023-01-16	2022-12-27	2022-12-14	2023-01-17	2023-02-14	2023-02-21	2023-03-09	2023-08-20	2023-07-28
NE-PCU-SV-323859-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour élaborer un manuel d'audit interne	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Limited		20,000.00	0.00	Achévé	2022-12-26	2023-01-14	2022-12-31	2022-12-15	2023-01-21	2023-02-14	2023-02-25	2023-03-09	2023-08-24	
NE-PCU-SV-323876-NC-DIR / Campagne Nationale d'alphabétisation numérique et d'éducation financière	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Sélection de consultants par entente directe	Direct - International		967,467.00	0.00	Signé	2022-12-28	2023-01-21	2023-01-07	2023-01-19		2023-03-13	2023-02-05	2023-09-09		
NE-PCU-SV-341935-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour assister le P rojet à l'élaboration des TDRs / DMO	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Individuel	Limited		26,000.00	0.00	Signé	2023-03-28	2023-02-14	2023-04-02	2023-02-20	2023-04-23	2023-03-23	2023-05-28	2023-04-06	2023-11-24	
NE-PCU-SV-346867-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel pour la mise en place d'un système d'archive électronique du projet	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Limited		40,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-04-28	2023-03-11	2023-05-03	2023-03-15	2023-05-24	2023-07-13	2023-06-28		2023-12-25	
NE-PCU-SV-353805-CS-INDV / Recrutement d'un Consultant Individuel pour l'évaluation à mi-parcours du projet du Projet Villages Intelligents pour la Croissance Rurale et l'Inclusion Numérique	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Open - National		35,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-05-31	2023-04-30	2023-07-19		2023-08-09	2023-09-13		2024-03-11		
NE-PCU-SV-358635-CS-INDV / Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication pour la cité de l'innovation de Sadoré	IDA / 66880	4. Strengthening project management and stakeholder capacity-building	A posteriori	Individuel	Limited		33,000.00	0.00	Annulé	2023-07-15	2023-05-08	2023-07-20	2023-05-22	2023-08-10		2023-09-14		2024-03-12	
NE-PCU-SV-362020-CS-INDV / Recrutement d'un consultant individuel en charge d'appuyer pour la redynamisation du réseau d'agents Mobile Money	IDA / 66880	3. Improving digital financial inclusion	A posteriori	Individuel	Open - National		90,000.00	0.00	En cours d'exécution	2023-06-30	2023-05-29	2023-08-18		2023-09-08	2023-10-13		2024-04-10		